

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION  
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN  
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

**COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP**

**MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE**

[C – 2013/29478]

**17 OCTOBRE 2013. — Décret modifiant diverses dispositions en matière d'enseignement obligatoire  
et de promotion sociale (1)**

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — Dispositions modifiant la loi du 19 juillet 1971  
relative à la structure générale et à l'organisation de l'enseignement secondaire**

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'article 4<sup>ter</sup> de la loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale et à l'organisation de l'enseignement secondaire, tel que modifié par le décret du 12 juillet 2012, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans le paragraphe 2, l'alinéa 5 est remplacé par ce qui suit :

« Les élèves sportifs de haut niveau, espoirs sportifs ou partenaires d'entraînement, reconnus en application du décret du 8 décembre 2006 visant l'organisation et le subventionnement du sport en Communauté française, peuvent remplacer une ou plusieurs options de base simples ou une option de base groupée par un nombre équivalent de périodes d'entraînement sportif sans pouvoir déroger à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> à 4<sup>o</sup>. »;

b) dans le paragraphe 3, l'alinéa 8 est remplacé par ce qui suit :

« Les élèves sportifs de haut niveau, espoirs sportifs ou partenaires d'entraînement, reconnus comme tels en application du décret du 8 décembre 2006 précité visant l'organisation et le subventionnement du sport en Communauté française, peuvent remplacer une ou plusieurs options de base simples ou une option de base groupée par un nombre équivalent de périodes d'entraînement sportif sans pouvoir déroger à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>, et à l'alinéa 2. ».

**Art. 2.** Dans la même loi, il est inséré un article 4<sup>octies</sup> rédigé comme suit :

« Article 4<sup>octies</sup>. Aux deuxième et troisième degrés de l'enseignement secondaire, pour les élèves reconnus comme sportifs de haut niveau, espoirs sportifs ou partenaires d'entraînement, reconnus en application du décret du 8 décembre 2006 visant l'organisation et le subventionnement du sport en Communauté française, les périodes du cours d'éducation physique de la formation commune peuvent être remplacées par un nombre équivalent de périodes d'entraînement sportif. ».

**CHAPITRE II. — Disposition modifiant l'arrêté royal n° 63 du 20 juillet 1982 modifiant les dispositions des statuts pécuniaires applicables au personnel enseignant et assimilé de l'enseignement de plein exercice et de l'enseignement de promotion sociale ou à horaire réduit**

**Art. 3.** Dans l'article 7, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté royal n° 63 du 20 juillet 1982 modifiant les dispositions des statuts pécuniaires applicables au personnel enseignant et assimilé de l'enseignement de plein exercice et de l'enseignement de promotion sociale, le 2<sup>o</sup> est complété par ce qui suit :

« si les premier et dernier jours de l'année scolaire coïncident avec un samedi ou un dimanche et que le total des jours payables durant l'année scolaire est inférieur à 300, les membres du personnel temporaires engagés pour toute l'année scolaire seront rémunérés à partir du 1<sup>er</sup> jour ouvrable jusqu'au 30 juin inclus. ».

**CHAPITRE III. — Dispositions modifiant l'arrêté royal du 29 juin 1984  
relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire**

**Art. 4.** L'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire est remplacé par ce qui suit :

« Article 1<sup>er</sup>. § 1<sup>er</sup>. Le présent arrêté s'applique à l'enseignement secondaire de plein exercice qui est dispensé aux élèves réguliers pendant quarante semaines par an à raison d'au moins vingt-huit périodes de 50 minutes par semaine.

§ 2. Par dérogation au § 1<sup>er</sup>, le Gouvernement organise un dispositif expérimental qui débute le 1<sup>er</sup> septembre 2013 pour se terminer le 30 juin 2017 et qui concerne une organisation alternative de l'horaire scolaire. Au terme d'un travail collectif associant l'équipe éducative du ou des degré(s) concerné(s) et après avis favorable du comité de concertation de base pour les établissements d'enseignement organisés par la Communauté française, de la commission paritaire locale pour les établissements d'enseignement officiel subventionnés par la Communauté française ou du conseil d'entreprise ou, à défaut, du comité pour la prévention et la protection au travail ou, à défaut, des délégations syndicales pour les établissements d'enseignement libre subventionnés par la Communauté française, l'horaire hebdomadaire peut être organisé dans un établissement, par classe ou par degré, totalement ou partiellement, par périodes de cours de 45 minutes regroupées en plages de 90 minutes.

Le temps récupéré, à raison de cinq minutes par période de cours prévue à la grille-horaire des élèves, est regroupé hebdomadairement dans une plage horaire consacrée à des activités pédagogiques différenciées de remédiation, de dépassement, de développement personnel, d'orientation ou permettant la mise en œuvre des objectifs prévus par les articles 8 et 9 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre.

La charge hebdomadaire des enseignants en présence des élèves correspond au nombre de périodes de cours constitutives de leur charge multiplié par 50 minutes.

Le pouvoir organisateur inscrit cet aménagement dans le projet d'établissement en reprenant notamment les modalités organisationnelles et pratiques ainsi que la/les finalité(s) pédagogique(s) visée(s) par cet aménagement de l'horaire hebdomadaire. Le service général de l'inspection contrôle la mise en œuvre du projet dans le cadre de ses visites régulières.

Avant le 31 décembre 2016, l'Inspection remet au Gouvernement et à la Commission de pilotage créée par le décret du 27 mars 2002 relatif au pilotage du système éducatif de la Communauté française un rapport d'évaluation sur la mise en œuvre de cet aménagement dans l'ensemble des établissements.

§ 3. Pour l'application des paragraphes précédents, peuvent être incluses :

1° les périodes d'enseignement artistique suivies dans un établissement d'enseignement secondaire artistique à horaire réduit désigné par les Ministres qui ont l'enseignement artistique dans leurs attributions dans l'un des domaines ou formation prévus aux articles 23 et 23bis du décret du 2 juin 1998 organisant l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française;

2° les périodes d'entraînement suivies par des élèves sportifs de haut niveau, espoirs sportifs ou partenaires d'entraînement, reconnus comme tels par le Ministre des Sports, après avoir pris l'avis de la Commission instituée par l'article 14 du décret du 8 décembre 2006 visant l'organisation et le subventionnement du sport en Communauté française. ».

**Art. 5.** Dans l'article 5, § 7, alinéa 2, du même arrêté royal, le mot « musical » est remplacé par le mot « artistique ».

**Art. 6.** Dans l'article 12, 2°, c), du même arrêté royal, les mots « et § 2 » sont insérés entre les mots « article 2bis, § 1<sup>er</sup>, 2° » et les mots « du décret du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement secondaire en alternance ».

**Art. 7.** Dans l'article 15, 2°, d), du même arrêté royal, les mots « et § 2 » sont ajoutés entre les mots « article 2bis, § 1<sup>er</sup>, 2° » et les mots « du décret du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement secondaire en alternance ».

#### CHAPITRE IV. — *Disposition modifiant le décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale*

**Art. 8.** Dans le décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, il est inséré un article 137quater rédigé comme suit :

« Article 137quater. Par dérogation à l'article 9, les membres du personnel de l'enseignement de promotion sociale qui prestent dans les unités de formation intitulées « Gestion d'un processus d'information, d'accueil, de conseil dans le cadre du parcours d'insertion/Carrefour - Formation de la Région Wallonne » numérotées 967101 U11 R1 et 967102 U21 R1 sont réputés le faire sur la base de dossiers pédagogiques approuvés par le Gouvernement de la Communauté française. ».

#### CHAPITRE V. — *Dispositions modifiant le décret du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement secondaire en alternance*

**Art. 9.** Dans l'article 2bis du décret du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement secondaire en alternance, tel que modifié par le décret du 12 juillet 2012, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1<sup>er</sup>, 2°, les mots « assurant une certification générale et humaniste » sont remplacés par les mots « assurant une formation générale et humaniste »;

2° le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. En cas d'urgence, le ministre peut autoriser l'organisation d'une formation qui ne correspond pas à un profil de certification visé à l'article 45 du même décret. Cette formation est sanctionnée par une attestation de compétences professionnelles conformément à l'article 10.

Si le Gouvernement définit un profil de certification pour cette formation, un certificat de qualification spécifique remplace l'attestation de compétences professionnelles visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>. ».

**Art. 10.** Dans l'article 10, alinéa 4, du décret du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement secondaire en alternance, les mots « dans le cadre d'une formation visée à l'article 2bis § 1<sup>er</sup>, 2°, et § 2 » sont insérés entre les mots « pendant une année scolaire au moins » et les mots « , est jugé apte à poursuivre normalement ».

#### CHAPITRE VI. — *Dispositions modifiant le décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice*

**Art. 11.** Dans l'article 5quater, § 1<sup>er</sup>, du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 2, le mot « , degrés » est inséré entre les mots « années d'études » et les mots « ou formes d'enseignement »;

2° un alinéa rédigé comme suit est inséré entre l'alinéa 2 et l'alinéa 3 :

« Pour l'établissement qui reprend une ou plusieurs options, années d'études, degrés ou formes d'enseignement, il ne s'agit pas d'une création et les normes de création fixées par l'arrêté royal n° 49 du 2 juillet 1982 relatif aux normes de création, de maintien et de dédoublement et au calcul de crédit d'heures de l'enseignement secondaire de type I, concernant la fusion d'établissements ainsi que certains emplois du personnel des établissements d'enseignement secondaire de plein exercice de type I et de type II ne sont pas d'application au contraire des normes de maintien. ».

**Art. 12.** Dans l'article 7, alinéa 5, du même décret, le 20° est abrogé.

**Art. 13.** Dans l'article 18 du même décret, tel que modifié par le décret du 2 avril 1996 et complété par le décret du 30 novembre 2000, l'alinéa 4 est remplacé par ce qui suit :

« Les minima de population par degré et par option du troisième degré de l'enseignement technique de transition ne comprenant que l'option de base groupée Scientifique industrielle : Electromécanique sont de 8 élèves pour l'ensemble du degré. ».

**Art. 14.** Dans l'article 20, § 2, du même décret, tel que modifié en dernier lieu par le décret du 18 mai 2012, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

« Les transferts de périodes-professeurs entre établissements sont autorisés y compris vers les centres d'éducation et de formation en alternance dans le respect des limites de transfert entre degrés et années fixées au § 1<sup>er</sup>. »;

2° l'alinéa 2 est abrogé;

3° l'alinéa 4 est abrogé.

**Art. 15.** Dans l'article 21, § 1<sup>er</sup>, du même décret, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Dans l'enseignement subventionné, les dispositions de l'alinéa 1<sup>er</sup> sont de la compétence du groupe de pouvoirs organisateurs par zone géographique ou de l'organe de coordination et de représentation des pouvoirs organisateurs pour ce qui concerne la désignation de conseillers pédagogiques en application de l'article 6*bis* du décret du 24 juin 1996 portant réglementation des missions, des congés pour mission et des mises en disponibilité pour mission spéciale dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française. ».

**Art. 16.** Dans l'article 23, alinéa 1<sup>er</sup>, du même décret, les mots « et d'orientation » sont remplacés par les mots « , d'orientation et du DASPA tel que défini à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, du décret du 18 mai 2012 visant à la mise en place d'un dispositif d'accueil et de scolarisation des élèves primo-arrivants dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, ».

**Art. 17.** Dans l'article 23*bis* du même décret, tel que remplacé par le décret du 3 mai 2012, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans le paragraphe 2, alinéa 2, les mots « décret du 30 avril 2009 relatif à la création d'instances sous-régionales de pilotage et à l'octroi d'incitants visant un redéploiement plus efficace de l'offre d'enseignement qualifiant dans une perspective de développement territorial » sont remplacés par les mots « décret du 30 avril 2009 relatif à la création d'instances de pilotage interrégionales de l'enseignement qualifiant (IPIEQ) et à l'octroi d'incitants visant un redéploiement plus efficace de l'offre d'enseignement qualifiant dans une perspective de développement territorial »;

b) le paragraphe 4 est complété par un 3<sup>o</sup> et un 4<sup>o</sup> rédigés comme suit :

1<sup>o</sup> 3<sup>o</sup> lorsque la dérogation accordée pour une année scolaire donnée en application du § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, a), conduit l'année scolaire suivante à l'organisation de classes de 2<sup>e</sup> année comptant 25 élèves. Cette dérogation n'est accordée que pour autant que le nombre de classes de 2<sup>e</sup> année de l'année scolaire pour laquelle la dérogation automatique est accordée soit égal au nombre de classes de 1<sup>re</sup> de l'année scolaire précédente;

2<sup>o</sup> 4<sup>o</sup> lorsque l'organisation de classes de 25 élèves résulte de l'imposition d'inscription d'élèves exclus conformément à l'article 82 du décret du 24 juillet 1997 précité en ce qui concerne les établissements organisés par la Communauté française ou à l'article 90, § 2, du décret du 24 juillet 1997 précité en ce qui concerne les établissements subventionnés par la Communauté française. »;

c) le paragraphe 5 est remplacé par ce qui suit :

« § 5. 1.471 périodes complémentaires sont affectées à l'enseignement secondaire et peuvent être octroyées aux établissements qui en formulent la demande afin de respecter les maxima prévus au § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>.

La demande visée à l'alinéa précédent est introduite par le chef d'établissement dans le réseau organisé par la Communauté française et par le pouvoir organisateur dans l'enseignement subventionné, par voie électronique auprès des Services du Gouvernement, au plus tard le 12 septembre. La demande motivée introduite par l'établissement est accompagnée des renseignements complets sur les périodes dont il dispose et ce quelle qu'en soit l'origine, y compris l'apport de périodes par les IPIEQ et les périodes obtenues pour l'encadrement différencié.

L'octroi de ces périodes complémentaires est réservé aux implantations qui, pour respecter le nombre d'élèves maximal prévu au § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, ont dû puiser dans leur nombre total de périodes professeurs et souhaitent mettre en place ou maintenir des dispositifs pédagogiques identifiés ayant pour but la remédiation, la guidance ou le soutien aux apprentissages. Le dossier de demande devra démontrer que ces dispositifs ne peuvent être mis en place sans ces périodes complémentaires.

Les demandes sont analysées selon la procédure suivante :

a) les périodes complémentaires sont d'abord attribuées par zone et, au sein de chaque zone, attribuées respectivement pour l'enseignement organisé par la Communauté française, l'enseignement officiel subventionné, l'enseignement libre confessionnel et l'enseignement libre non confessionnel, au prorata du nombre d'élèves réguliers au 15 janvier de l'année scolaire précédente;

b) les demandes sont traitées pour l'enseignement organisé par la Communauté française par les commissions zonales d'affectation visées à l'article 14*quater* de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements et, pour l'enseignement subventionné par la Communauté française, par les commissions zonales de gestion des emplois compétentes pour l'enseignement secondaire visées au Chapitre II du décret du 12 mai 2004 relatif à la définition de la pénurie et à certaines Commissions dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française; ces commissions examinent les demandes avant le 23 septembre et attribuent les périodes en fonction de critères de pertinence et d'efficacité pédagogique; si la commission le souhaite, le fait pour un établissement de bénéficier de l'encadrement différencié prévu par le décret du 30 avril 2009 peut faire partie des critères de sélection des projets; les commissions prévoient également des modalités de redistribution des périodes qui ne pourraient être attribuées à un ou plusieurs établissements en suivant les mêmes règles définies au 3<sup>ème</sup> alinéa et en appliquant les mêmes critères de pertinence et d'efficacité pédagogique;

c) dans l'hypothèse où le nombre de périodes nécessaires pour satisfaire les demandes retenues excède le total disponible, la commission visée au b) peut fixer un maximum par établissement;

d) la commission visée au point b) transmet ses décisions quant à l'attribution des périodes complémentaires avant le 23 septembre aux services du Gouvernement qui les communique aux établissements de telle sorte que les périodes soient disponibles au 1<sup>er</sup> octobre;

e) les établissements qui ne respectent plus au 1<sup>er</sup> octobre les conditions fixées à l'alinéa 3 du présent article en informent les services du Gouvernement avant le 5 octobre; ces périodes sont redistribuées selon les modalités fixées par la commission concernée;

f) les services du Gouvernement font rapport à ce dernier des décisions prises par les commissions visées au point b). ».

#### CHAPITRE VII. — *Disposition modifiant le décret du 22 décembre 1994 portant des mesures urgentes en matière d'enseignement*

**Art. 18.** Dans l'article 5 du décret du 22 décembre 1994 portant des mesures urgentes en matière d'enseignement, l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« Le premier jour de l'absence, le certificat médical doit être envoyé soit affranchi comme lettre postale, soit par télécopie, soit par courrier électronique par les soins du membre du personnel à l'organisme de contrôle. ».

CHAPITRE VIII. — *Disposition modifiant le décret du 24 juin 1996 portant réglementation des missions, des congés pour mission et des mises en disponibilité pour mission spéciale dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française*

**Art. 19.** Dans le décret du 24 juin 1996 portant réglementation des missions, des congés pour mission et des mises en disponibilité pour mission spéciale dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, un article 6bis rédigé comme suit est inséré entre les articles 6 et 7 :

« Article 6bis. Le Gouvernement peut accorder un congé pour mission aux membres du personnel visés à l'article 1<sup>er</sup> dont la mission s'accomplit de manière régulière et continue auprès du Service de conseil et de soutien pédagogique visé à l'article 18 du décret du 8 mars 2007 relatif au service général de l'inspection, au service de conseil et de soutien pédagogique de l'enseignement organisé par la Communauté française, aux cellules de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement subventionné par la Communauté française et au statut des membres du personnel du service général de l'inspection et des conseillers pédagogiques ou des cellules de conseil et de soutien pédagogique de l'enseignement subventionné par la Communauté française visées à l'article 21 du décret du 8 mars 2007 susmentionné.

Le congé pour mission accordé en vertu de l'alinéa 1<sup>er</sup> est rémunéré ou subventionné et assimilé à une période d'activité de service.

Toutefois, le traitement ou la subvention-traitement augmenté(e) de toutes les indemnités et allocations alloué(e)s aux membres du personnel est rétrocédé à la Communauté française à concurrence du nombre de périodes professeurs correspondant à la fonction exercée au sein de son établissement d'origine par le membre du personnel en congé pour mission. Les périodes professeurs pouvant servir à la rétrocession sont celles qui sont générées par l'application de l'article 21, § 1<sup>er</sup>, du décret du 29 juillet 1992 précité. Dans le cas d'un membre du personnel exerçant une fonction de sélection ou de promotion dans son établissement d'origine, le nombre de périodes professeurs rétrocédés à la Communauté française est fixé à 24 périodes pour toutes les fonctions, sauf pour les chefs d'établissement du degré supérieur pour lesquels le nombre de périodes professeurs est fixé à 28 périodes.

Le Gouvernement détermine par arrêté, tous les cinq ans, un pourcentage maximal de périodes visées à l'alinéa 3 pouvant être consacrées à la mise en œuvre de la présente disposition. ».

CHAPITRE IX. — *Disposition modifiant le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre*

**Art. 20.** Dans l'article 100 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, tel que modifié par le décret du 12 juillet 2001 et complété par le décret du 25 avril 2008, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 2, alinéa 2, 2°, le mot « annuel » est abrogé;

2° dans le paragraphe 2, alinéa 2, le 2° est complété par les mots « au cours d'une année scolaire »;

3° dans le paragraphe 4, l'alinéa 2 est abrogé;

4° dans le paragraphe 4, l'alinéa 3, devenu alinéa 2, est remplacé par ce qui suit :

« Le non-paiement des frais ne peut en aucun cas constituer, pour l'élève, un motif de refus d'inscription ou d'exclusion définitive ou de toute autre sanction. »;

5° l'article 100 du décret du 24 juillet 1997 est complété par deux paragraphes rédigés comme suit :

« § 6. Avant le début de chaque année scolaire, et à titre d'information, une estimation du montant des frais réclamés et de leur ventilation est portée par écrit à la connaissance de l'élève s'il est majeur, ou de ses parents ou de la personne investie de l'autorité parentale, s'il est mineur.

§ 7. Au cours de chaque année scolaire, des décomptes périodiques sont portés par écrit à la connaissance de l'élève s'il est majeur, ou de ses parents ou de la personne investie de l'autorité parentale, s'il est mineur.

Chaque décompte périodique détaille, par élève et pour la période couverte, l'ensemble des frais réclamés, leurs montants, leurs objets et le caractère obligatoire ou facultatif de ceux-ci et mentionne les modalités et les éventuelles facilités de paiement.

La période qui peut être couverte par un décompte périodique est de minimum un mois et de maximum quatre mois. Avant le début de chaque année scolaire, les pouvoirs organisateurs informent l'élève s'il est majeur, ou ses parents ou la personne investie de l'autorité parentale, s'il est mineur, de la périodicité choisie.

Par dérogation à l'alinéa précédent, pour les frais dont le montant excède cinquante euros, les pouvoirs organisateurs peuvent prévoir la possibilité d'échelonner ceux-ci sur plusieurs décomptes périodiques. Dans ce cas, les pouvoirs organisateurs informent par écrit l'élève s'il est majeur, ou ses parents ou la personne investie de l'autorité parentale, s'il est mineur, de l'existence de cette possibilité, du montant total à verser ainsi que des modalités de l'échelonnement. La quotité réclamée afférente à la période couverte figure dans le décompte périodique.

Les frais qui ne figurent pas dans un décompte périodique ne peuvent en aucun cas être réclamés.

Les pouvoirs organisateurs veillent à ne pas impliquer les élèves mineurs dans le dialogue qu'ils entretiennent avec les parents ou la personne investie de l'autorité parentale à propos des décomptes périodiques.

Les pouvoirs organisateurs qui ne réclament aucun frais sur l'ensemble de l'année scolaire ne sont pas tenus de remettre les décomptes périodiques visés au présent paragraphe. ».

CHAPITRE X. — *Disposition modifiant le décret du 2 juin 1998 organisant l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française*

**Art. 21.** Dans l'article 93, § 1<sup>er</sup>, du décret du 2 juin 1998 organisant l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française tel que modifié par le décret du 10 avril 1993, l'alinéa 2 est complété par la phrase suivante :

« Si les premier et dernier jours de l'année scolaire coïncident avec un samedi ou un dimanche et que le total des jours ainsi payables durant l'année scolaire est inférieur à 300, les membres du personnel temporaires engagés pour toute l'année scolaire seront rémunérés à partir du 1<sup>er</sup> jour ouvrable jusqu'au 30 juin inclus. ».

CHAPITRE XI. — *Dispositions modifiant le décret du 4 janvier 1999 relatif aux fonctions de promotion et de sélection*

**Art. 22.** L'article 7 du décret du 4 janvier 1999 relatif aux fonctions de promotion et de sélection, tel qu'abrogé par le décret du 2 février 2007, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Article 7 – De commun accord avec le membre du personnel, le pouvoir organisateur peut désigner le titulaire d'une fonction de sélection ou de promotion dans un établissement d'enseignement secondaire supérieur pour exercer la fonction de sélection ou de promotion correspondante au niveau secondaire inférieur, lorsque des opérations de restructuration impliquent qu'un établissement d'enseignement secondaire supérieur se transforme en établissement d'enseignement secondaire inférieur.

Il reste nommé ou engagé à titre définitif dans la fonction de sélection ou de promotion au niveau secondaire supérieur. ».

**Art. 23.** L'article 8, alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, du même décret est complété par ce qui suit :

« toutefois, il n'est pas tenu compte de la présente disposition lorsque le membre du personnel s'est vu attribuer la mention « favorable » à l'issue de la seconde année de stage, telle que visée à l'article 33, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs. ».

**Art. 24.** Dans l'article 21*bis* du même décret, tel qu'inséré par le décret du 28 février 2013, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, 6<sup>o</sup>, les mots « aux articles 84 et 85 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 » sont remplacés par les mots « à l'article 17 »;

2<sup>o</sup> dans le paragraphe 2, 6<sup>o</sup>, les mots « aux articles 84 et 85 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 » sont remplacés par les mots « à l'article 17 »;

3<sup>o</sup> l'article 21*bis* est complété par un paragraphe 3 rédigé comme suit :

« § 3. Par dérogation à l'article 19*bis*, les membres du personnel qui occupent temporairement le 1<sup>er</sup> septembre 2012 un emploi de sous-directeur ou de proviseur, sont nommés à titre définitif au 1<sup>er</sup> janvier 2013 dans cet emploi et affectés à cet établissement, pour autant qu'à la date de la nomination, ils satisfassent aux dispositions suivantes :

1<sup>o</sup> être de conduite irréprochable;

2<sup>o</sup> jouir des droits civils et politiques;

3<sup>o</sup> avoir satisfait aux lois sur la milice;

4<sup>o</sup> être titulaire, à titre définitif, de l'une des fonctions de recrutement en rapport avec la fonction de sous-directeur ou proviseur et être porteur du titre requis pour cette fonction de recrutement;

5<sup>o</sup> satisfaire aux dispositions légales et réglementaires relatives au régime linguistique;

6<sup>o</sup> compter une ancienneté de service de 6 ans.

Cette ancienneté est calculée conformément à l'article 17;

7<sup>o</sup> ne pas faire l'objet d'une suspension disciplinaire ou d'une mise en non-activité disciplinaire, de la démission disciplinaire ou de la révocation dans une fonction de membre du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation ou du personnel administratif;

8<sup>o</sup> compter une ancienneté de fonction de 2 ans calculée conformément aux articles 84 et 85 de l'arrêté royal du 22 mars 1969;

9<sup>o</sup> occuper un emploi vacant au 1<sup>er</sup> septembre 2012. ».

CHAPITRE XII. — *Dispositions modifiant le décret du 12 mai 2004 relatif à la définition de la pénurie et à certaines Commissions dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française*

**Art. 25.** Dans l'article 8, alinéa 3, point 2, *d*), du décret du 12 mai 2004 relatif à la définition de la pénurie et à certaines Commissions dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, tel que complété par le décret du 4 mai 2005, les mots « et à l'article 23*bis*, § 5, » sont insérés entre les mots « à l'article 21, § 1<sup>er</sup>, » et les mots « du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice ».

**Art. 26.** Dans l'article 12, alinéa 3, point 2, *d*), du même décret, tel que complété par le décret du 4 mai 2005 et le décret du 23 janvier 2009, les mots « et à l'article 23*bis*, § 5, » sont insérés entre les termes « à l'article 21, § 1<sup>er</sup>, » et les mots « du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice ».

CHAPITRE XIII. — *Dispositions modifiant le décret du 12 mai 2004 portant organisation du jury de la Communauté française de l'Enseignement secondaire*

**Art. 27.** Dans l'article 3, alinéa 3, du décret du 12 mai 2004 portant organisation du jury de la Communauté française de l'Enseignement secondaire, la phrase « Leurs attributions journalières sont fixées de commun accord par les secrétaires. » est abrogée.

**Art. 28.** L'article 4 du même décret est complété par les paragraphes 6 et 7 rédigés comme suit :

« § 6. Le Jury établit son règlement d'ordre intérieur. Ce règlement prévoit notamment, les modalités de convocation aux examens, de délibération et de proclamation. Le Jury communique annuellement les modifications de son règlement d'ordre intérieur aux Services du Gouvernement.

Le Gouvernement approuve le règlement d'ordre intérieur du Jury ainsi que les modifications qui y sont apportées.

§ 7. Le Jury remet, au mois de septembre de chaque année, au Gouvernement un rapport d'activités de l'année scolaire écoulée. Les Services du Gouvernement établissent le modèle du rapport d'activités. ».

**Art. 29.** Dans le même décret, il est inséré un article 4/1 rédigé comme suit :

« Article 4/1. Sous l'autorité des présidents de section, les secrétaires assurent notamment :

1<sup>o</sup> la gestion journalière des sections du Jury;

2<sup>o</sup> veillent au bon déroulement des inscriptions et des épreuves;

3<sup>o</sup> fixent les attributions des Secrétaires adjoints et des membres permanents en matière de préparation d'interrogation et de tâches administratives nécessaires au bon fonctionnement des Jurys.

Les secrétaires coordonnent leurs actions lors de l'attribution des tâches afin d'assurer une gestion optimale des ressources.

Les secrétaires adjoints assistent les secrétaires dans leurs missions. ».

**Art. 30.** Dans le même décret, l'article 5*bis*, tel inséré par le décret du 13 décembre 2007, est renuméroté « article 5/1 ».

**Art. 31.** Dans l'article 6 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, le 1<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit :

« 1<sup>o</sup> du certificat d'enseignement secondaire du premier degré (enseignement secondaire de plein exercice) visé à l'article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, les récipiendaires sont interrogés sur des matières du premier degré commun de l'enseignement secondaire de plein exercice; »;

b) le paragraphe 2 est remplacé par deux paragraphes rédigés comme suit :

« § 2. Des dispenses d'interrogations de certaines matières peuvent être accordées par le Gouvernement aux candidats dont la situation irrégulière est justifiée par des raisons administratives.

§ 3. Des dispenses d'interrogations de certaines matières peuvent être accordées par le président du Jury :

1<sup>o</sup> aux titulaires d'une attestation d'orientation, d'un certificat ou d'un diplôme belge délivré par un établissement d'enseignement de plein exercice ou de promotion sociale permettant d'établir qu'ils ont suivi avec fruit un enseignement équivalent dans les cours visés;

2<sup>o</sup> aux titulaires d'une équivalence des diplômes et certificats d'études étrangers délivrés conformément à la loi du 19 mars 1971 relative à l'équivalence des diplômes et certificats d'études étrangers et ses arrêtés d'exécution;

3<sup>o</sup> aux titulaires d'un certificat de qualification en rapport avec la grille-horaire et le programme présentés. Ce certificat de qualification doit avoir été délivré dans l'enseignement secondaire de plein exercice ou en alternance ou reconnu correspondant à un certificat de qualification délivré dans l'enseignement secondaire de plein exercice ou en alternance;

4<sup>o</sup> aux titulaires d'un titre de compétences, couvrant les cours pratiques en rapport avec la grille-horaire et le programme présentés, délivré par le Consortium de Validation des compétences instauré par le décret du 22 octobre 2003 portant assentiment à l'accord de coopération du 24 juillet 2003 relatif à la validation des compétences dans le champ de la formation professionnelle continue, conclu entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française;

5<sup>o</sup> aux titulaires d'une attestation de réussite d'une discipline des épreuves externes certificatives prévues aux articles 36/1 et suivants du décret du 2 juin 2006 relatif à l'évaluation externe des acquis des élèves de l'enseignement obligatoire et au certificat d'études de base au terme de l'enseignement primaire délivrée qui atteste de la maîtrise des socles de compétences telle que prévue par le décret du 19 juillet 2001 précité dans le respect des dispositions définies aux articles 25, § 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, § 2, 1<sup>o</sup>, 26, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, 27, 1<sup>o</sup>, 30, § 2, 1<sup>o</sup>, du décret du 30 juin 2006 relatif à l'organisation pédagogique du 1<sup>er</sup> degré de l'enseignement secondaire;

6<sup>o</sup> aux candidats ajournés pour toutes les branches ou les groupes de branches dans lesquels il a obtenu au moins 60 % des points, lorsqu'il s'inscrit à nouveau pour le groupe d'épreuves concerné, sur base du même programme présenté. Ces dispenses sont accordées aux candidats ayant participé à tous les examens relatifs au groupe d'épreuves.

**Art. 32.** L'article 8 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Article 8. Deux sessions annuelles d'examens sont organisées.

Les périodes des sessions et des inscriptions aux épreuves des premier et deuxième degrés sont fixées par le Gouvernement. ».

**Art. 33.** Dans l'article 9 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « des attestations d'orientation sanctionnant le premier degré : » sont remplacés par les mots « du certificat d'enseignement secondaire du premier degré : »;

b) le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Sont admissibles aux examens en vue de l'obtention du certificat d'enseignement secondaire du deuxième degré :

1<sup>o</sup> les élèves qui ont fréquenté deux années du premier degré et qui sont dans leur 14<sup>e</sup> année;

2<sup>o</sup> tout candidat âgé au moment de l'inscription à l'examen de 14 ans accomplis. ».

**Art. 34.** Dans l'article 10 du même décret, les mots « et des sessions » sont insérés entre les mots « des inscriptions » et les mots « y sont précisées ».

**Art. 35.** Dans l'article 14, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, du même décret, les mots « les attestations d'orientation visées » sont remplacés par les mots « le certificat visé ».

**Art. 36.** Dans l'article 16, § 2, du même décret, les mots « ou son délégué » sont insérés entre les mots « Le président » et le mot « détermine ».

**Art. 37.** Dans l'article 17, § 2, du même décret, les mots « ou son délégué » sont insérés entre les mots « Le président » et le mot « détermine ».

**Art. 38.** Dans l'article 20, § 1<sup>er</sup>, du même décret, les mots « dans le respect du règlement d'ordre intérieur, » sont insérés entre les mots « Pour les épreuves du premier et deuxième degré, » et les mots « le président ouvre et ferme les sessions ».

**Art. 39.** L'article 21 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Article 21. § 1<sup>er</sup>. La partie écrite d'un examen a lieu simultanément pour tous les candidats inscrits à cet examen. Elle se déroule à huis clos. Le secrétaire ou le secrétaire adjoint ou les membres délégués à cet effet par le président assistent à l'ouverture et à la clôture des séances consacrées à la partie écrite.

Pendant la durée de la partie écrite, les candidats sont surveillés par un ou plusieurs membres désignés par le président.

§ 2. La partie orale des examens est publique. Le candidat est interrogé par un ou plusieurs membres.

§ 3. La partie pratique des examens se déroule à huis clos. Le secrétaire ou le secrétaire adjoint ou les membres délégués à cet effet par le président, assistent à l'ouverture et à la clôture des séances consacrées à la partie pratique.

Pendant la durée de la partie pratique, les candidats sont surveillés par un ou plusieurs membres désignés par le président. »

**Art. 40.** L'article 22 du même décret est abrogé.

**Art. 41.** Dans l'article 23 du même décret, les mots « des articles 20 à 22 » sont remplacés par les mots « des articles 20 et 21 ».

**Art. 42.** L'article 25 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Article 25. § 1<sup>er</sup>. Pour le premier et le deuxième degré, le Jury délibère à l'issue de chaque groupe d'épreuves.

Lorsque l'examen sur une matière comporte une épreuve écrite et une épreuve orale, le pourcentage est calculé sur l'ensemble des deux épreuves.

§ 2. Est admis le candidat qui a obtenu au moins 50 % dans chacune des branches.

§ 3. Est ajourné, le candidat qui n'a pas participé à l'ensemble des épreuves du groupe.

§ 4. Est ajourné, à l'issue de chacun des groupes d'épreuves :

1° le candidat qui a obtenu moins de 50 % du total des points attribués à l'ensemble des branches et du groupe de branches;

2° le candidat qui a obtenu moins de 40 % dans une ou plusieurs branches;

§ 5. Fait l'objet d'une décision prise en délibération, le candidat qui, ayant obtenu au moins 50 % du total des points attribués à l'ensemble des branches et groupes de branches du groupe concerné, a obtenu entre 40 % et 50 % dans une ou plusieurs branches ou dans un ou plusieurs groupes de branches du premier ou du deuxième groupe.

§ 6. Le candidat déclaré admis à l'issue d'un groupe d'épreuves reçoit une attestation de réussite partielle.

§ 7. La délivrance du certificat de l'enseignement secondaire du premier degré et du certificat de l'enseignement secondaire du deuxième degré est soumise à la réussite des deux groupes d'épreuves visés aux articles 15 et 16 ou des trois groupes d'épreuves attachés au même programme présenté et visés aux articles 17 et 18.

§ 8. Conformément à l'article 6, § 3, 6°, le Jury accorde des dispenses d'interrogations au candidat ajourné pour toutes les branches ou les groupes de branches dans lesquels il a obtenu au moins 60 % des points, lorsqu'il s'inscrit à nouveau pour le groupe d'épreuves concerné, sur base du même programme présenté.

Ces dispenses sont accordées aux candidats ayant participé à tous les examens relatifs au groupe d'épreuves. ».

**Art. 43.** L'article 27 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Article. 27. Deux sessions annuelles d'examens sont organisées.

Les périodes des sessions et des inscriptions aux épreuves du troisième degré général, technique, artistique et professionnel sont fixées par le Gouvernement. ».

**Art. 44.** Dans l'article 28 du même décret, le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Les première et seconde sessions des épreuves du troisième degré technique, artistique et professionnel comportent une série d'examens pour la délivrance du certificat d'enseignement secondaire supérieur (enseignement secondaire technique, artistique ou professionnel) destinée aux élèves visés à l'article 29, § 2, 1°. ».

**Art. 45.** L'article 29 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Article 29. § 1<sup>er</sup>. Sont admissibles aux examens :

1° de la série I des épreuves du troisième degré général :

1° les élèves qui possèdent le certificat d'enseignement du 2<sup>e</sup> degré et qui sont dans leur 16<sup>ème</sup> année;

2° tout candidat âgé au moment de l'inscription à l'examen, de 16 ans accomplis;

2° de la série II des épreuves du troisième degré général :

1° les titulaires du seul certificat d'enseignement secondaire supérieur obtenu dans les formes d'enseignement général, technique, artistique ou professionnel, au plus tard à l'issue de l'année scolaire 1992-1993, dans un établissement d'enseignement secondaire de plein exercice organisé ou subventionné par la Communauté française ou obtenu au plus tard à la fin de l'année civile 1993 devant le Jury de la Communauté française;

2° les détenteurs d'un titre d'études pour lequel l'avis ou la décision d'équivalence, prise en application de la loi du 19 mars 1971 relative à l'équivalence des diplômes et certificats d'études étrangers, limite les possibilités d'accès soit à l'enseignement supérieur de type court, soit à certaines catégories de l'enseignement supérieur de type long, soit à certains secteurs ou domaines d'études de l'enseignement universitaire.

§ 2. Sont admissibles aux examens des épreuves du troisième degré technique, artistique et professionnel, première et deuxième sessions :

1° les élèves qui possèdent le certificat d'enseignement du deuxième degré et qui sont dans leur 16<sup>e</sup> année;

2° tout candidat âgé au moment de l'inscription à l'examen, de 16 ans accomplis. ».

**Art. 46.** Dans l'article 30 du même décret, les mots « et des sessions » sont insérés entre les mots « des inscriptions » et « y sont précisées ».

**Art. 47.** Dans l'article 34 du même décret, le paragraphe 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

« § 1<sup>er</sup>. L'examen pour l'obtention du certificat d'enseignement secondaire supérieur visé à l'article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 1°, comprend deux groupes d'épreuves.

1° le premier groupe d'épreuves est composé de la manière suivante :

1° trois branches obligatoires : le français, la formation mathématique, une langue moderne I à choisir parmi les suivantes : néerlandais, anglais ou allemand);

2° deux groupes de branches obligatoires : la formation historique et géographique et la formation scientifique de base (biologie, chimie et physique);

2° le deuxième groupe d'épreuves est composé par les candidats. Les candidats choisissent parmi les épreuves énumérées ci-dessous de manière à obtenir un total de 7 unités minimum par addition des nombres repris entre parenthèses à côté de chacune des branches énumérées :

1° latin : (4);

2° grec : (4);

3° sciences économiques : (4);

4° sciences sociales : (4);

5° psychologie : (2);

6° complément en formation mathématique : (6) ou (4);

7° langue moderne I, en complément de l'épreuve du premier groupe (le néerlandais, l'anglais ou l'allemand) : (4);

8° langue moderne II, choisie par les candidats parmi les suivantes : le néerlandais, l'anglais, l'allemand, l'espagnol ou l'italien : (4) ou (2);

9° langue moderne III, choisie par les candidats parmi les suivantes : le néerlandais, l'anglais, l'allemand, l'espagnol ou l'italien : (4) ou (2);

10° formation scientifique générale (biologie, chimie et physique à raison d'une unité par discipline) : (3);

11° complément en français (4). »

**Art. 48.** L'article 35 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Article 35. Le candidat peut présenter les deux groupes d'épreuves en une session ou en plusieurs sessions. ».

**Art. 49.** Dans l'article 37, § 2, du même décret, les mots « ou son délégué » sont ajoutés après les mots « Le président » et le mot « détermine ».

**Art. 50.** Dans l'article 39, § 2, du même décret, les mots « ou son délégué » sont ajoutés après les mots « Le président » et le mot « détermine ».

**Art. 51.** Dans l'article 41 du même décret, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Pour ce qui concerne les épreuves du troisième degré général, le candidat doit avoir réussi les épreuves du premier groupe pour participer aux épreuves du deuxième groupe. ».

**Art. 52.** L'article 42 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Article 42. § 1<sup>er</sup>. La partie écrite d'un examen a lieu simultanément pour tous les candidats inscrits à cet examen. Elle se déroule à huis clos. Le secrétaire ou le secrétaire adjoint ou les membres délégués par le président assistent à l'ouverture et à la clôture des séances consacrées à la partie écrite.

Pendant la durée de la partie écrite, les candidats sont surveillés par un ou plusieurs membres désignés par le président.

§ 2. La partie orale des examens est publique. Le candidat est interrogé par un ou plusieurs membres.

§ 3. La partie pratique des examens se déroule à huis clos. Le secrétaire ou le secrétaire adjoint ou les membres délégués à cet effet par le président, assistent à l'ouverture et à la clôture des séances. Pendant la durée de la partie pratique, les candidats sont surveillés par un ou plusieurs membres désignés par le président. ».

**Art. 53.** L'article 43 du même décret est abrogé.

**Art. 54.** Dans l'article 44 du même décret, les mots « des articles 41 à 43 » sont remplacés par les mots « des articles 41 et 42 ».

**Art. 55.** L'article 46 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Article 46. § 1<sup>er</sup>. En ce qui concerne les examens de la série I, le Jury délibère à l'issue des épreuves de chaque groupe.

Lorsque l'examen sur une matière comporte une épreuve écrite et une épreuve orale, le pourcentage est calculé sur l'ensemble des épreuves.

§ 2. Est admis à l'issue de chacun des groupes le candidat qui a obtenu au moins 50 % dans chacune des branches.

§ 3. Est ajourné, le candidat qui n'a pas participé à l'ensemble des épreuves du groupe.

§ 4. Est ajourné, à l'issue de chacun des groupes d'épreuves :

1° le candidat qui a obtenu moins de 50 % du total des points attribués à l'ensemble des branches et du groupe de branches;

2° le candidat qui a obtenu moins de 40 % dans une ou plusieurs branches.

§ 5. Fait l'objet d'une décision prise en délibération, le candidat qui, ayant obtenu au moins 50 % du total des points attribués à l'ensemble des branches et groupes de branches du groupe concerné, a obtenu entre 40 et 50 % dans une ou plusieurs branches ou dans un ou plusieurs groupes de branches du premier ou du deuxième groupe.

§ 6. Le candidat déclaré admis à l'issue d'un groupe d'épreuves reçoit une attestation de réussite partielle.

§ 7. La délivrance du certificat d'enseignement secondaire supérieur est soumise à la réussite des deux groupes d'épreuves.

§ 8. Conformément à l'article 6, § 3, 6°, le Jury accorde des dispenses d'interrogations au candidat ajourné pour les branches dans lesquelles il a obtenu au moins 60 % des points, lorsqu'il s'inscrit à nouveau pour le groupe d'épreuves concerné.

Ces dispenses sont accordées aux candidats ayant participé à tous les examens relatifs au groupe d'épreuves. ».

**Art. 56.** L'article 50 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Article 50 § 1<sup>er</sup>. En ce qui concerne les examens de la série I, le Jury délibère à l'issue des épreuves de chaque groupe.



Lorsque l'examen sur une matière comporte une épreuve écrite et une épreuve orale, le pourcentage est calculé sur l'ensemble des épreuves.

§ 2. Est admis à l'issue de chacun des groupes le candidat qui a obtenu au moins 50 % dans chacune des branches.

§ 3. Est ajourné, le candidat qui n'a pas participé à l'ensemble des épreuves du groupe.

§ 4. Est ajourné, à l'issue de chacun des groupes d'épreuves :

a) le candidat qui a obtenu moins de 50 % du total des points attribués à l'ensemble des branches et du groupe de branches;

b) le candidat qui a obtenu moins de 40 % dans une ou plusieurs branches.

§ 5. Fait l'objet d'une décision prise en délibération, le candidat qui, ayant obtenu au moins 50 % du total des points attribués à l'ensemble des branches et groupes de branches du groupe concernés, a obtenu entre 40 et 50 % dans une ou plusieurs branches ou dans un ou plusieurs groupes de branches du premier ou du deuxième groupe.

§ 6. Le candidat déclaré admis à l'issue d'un groupe d'épreuves reçoit une attestation de réussite partielle.

§ 7. La délivrance du certificat d'enseignement secondaire supérieur est soumise à la réussite des trois groupes d'épreuves attachées au même programme présenté.

§ 8. Conformément à l'article 6, § 3, 6°, le Jury accorde des dispenses d'interrogations au candidat ajourné pour les branches dans lesquelles il a obtenu au moins 60 % des points, lorsqu'il s'inscrit à nouveau pour le groupe d'épreuves concerné, sur base du même programme présenté.

Ces dispenses sont accordées aux candidats ayant participé à tous les examens relatifs au groupe d'épreuves considéré.

Un candidat ayant obtenu des dispenses d'interrogations pour des branches d'un groupe d'épreuves sur base d'un programme présenté et qui présenterait le même groupe d'épreuves sur base d'un autre programme, peut solliciter auprès du président du Jury le maintien de ces dispenses.

Le président du Jury, à la suite d'une demande motivée du candidat concerné, peut, à titre exceptionnel, décider d'accorder une dérogation permettant à l'intéressé de conserver le bénéfice des dispenses pour les branches concernées. ».

**Art. 57.** L'article 51 du même décret est abrogé.

**Art. 58.** L'article 52 du même décret est abrogé.

*CHAPITRE XIV. — Dispositions modifiant le décret du 2 juin 2006 relatif à l'évaluation externe des acquis des élèves de l'enseignement obligatoire et au certificat d'études de base au terme de l'enseignement primaire*

**Art. 59.** Dans le décret du 2 juin 2006 relatif à l'évaluation externe des acquis des élèves de l'enseignement obligatoire et au certificat d'études de base au terme de l'enseignement primaire, l'intitulé du titre III/2 est remplacé par ce qui suit :

« TITRE III/2 – De l'organisation des épreuves externes certificatives communes au terme de l'enseignement secondaire supérieur »

**Art. 60.** Dans le même décret, l'article 36/11 est remplacé par ce qui suit :

« Article 36/11. § 1<sup>er</sup>. Tous les élèves inscrits dans l'année de l'enseignement secondaire qui est sanctionnée par l'obtention du certificat d'enseignement secondaire supérieur (C.E.S.S.) sont soumis à des épreuves externes certificatives communes, ci-après dénommées « épreuves externes certificatives ».

Ces épreuves externes certificatives interviennent dans la délivrance du certificat d'enseignement secondaire supérieur (C.E.S.S.) et portent sur les compétences et savoirs attendus à l'issue des Humanités générales et technologiques ou des Humanités professionnelles et techniques tels que visés aux articles 25 et 35 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre.

Les épreuves externes certificatives visées à l'alinéa précédent s'intégreront pour chacune des disciplines concernées à l'évaluation menée au sein de l'établissement scolaire et porteront, pour chacune des disciplines visées, sur une partie des savoirs et compétences visés à l'alinéa précédent.

§ 2. Pour ce qui concerne l'année scolaire 2013 -2014 :

1° l'épreuve externe certificative en histoire pour la section de transition est facultative;

2° l'épreuve externe certificative en français pour la section de qualification est facultative;

3° l'épreuve externe certificative en français est organisée, à titre expérimental, sur plusieurs compétences en section de transition.

Après avis de la Commission de pilotage, le Gouvernement détermine les compétences sur lesquelles portent lesdites épreuves externes certificatives.

Chaque pouvoir organisateur décide de l'utilisation de ces épreuves externes certificatives pour chacune des écoles qu'il organise.

Les pouvoirs organisateurs souhaitant utiliser les épreuves d'évaluation visées aux alinéas précédents introduisent la demande pour le 30 mars de l'année scolaire en cours. Le Gouvernement fixe les modalités selon lesquelles les demandes sont introduites.

§ 3. A partir de l'année scolaire 2014-2015 :

1° l'épreuve externe certificative en histoire pour la section de transition est obligatoire;

2° l'épreuve externe certificative en français est obligatoire et porte sur plusieurs compétences en section de transition et de qualification;

3° une épreuve externe certificative est organisée, à titre expérimental, en mathématiques et en sciences.

Après avis de la Commission de pilotage, le Gouvernement détermine les compétences sur lesquelles portent lesdites épreuves externes certificatives.

§ 4. Pour les années scolaires suivantes, après avis de la Commission de pilotage, le Gouvernement définit, la ou les disciplines supplémentaires sur lesquelles portent, le cas échéant, à titre expérimental ou à titre obligatoire, une ou des épreuves externes certificatives supplémentaires et, s'il échet, les formes, sections et options concernées et détermine les compétences sur lesquelles porteront lesdites épreuves externes certificatives supplémentaires. ».

**Art. 61.** Dans le même décret, il est inséré un article 36/11/1 rédigé comme suit :

« Article 36/11/1. § 1<sup>er</sup>. Les résultats obtenus aux épreuves externes certificatives organisées à l'issue de l'enseignement secondaire supérieur sont pris en considération par le conseil de classe, tel que défini à l'article 2, 12°, de l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire, lorsqu'il délivre le certificat d'enseignement secondaire supérieur (C.E.S.S.).

§ 2. En cas de réussite d'une des épreuves externes certificatives prévues à l'article qui précède, le conseil de classe considère que l'élève a atteint, pour la discipline concernée, la maîtrise des compétences visées par l'épreuve externe certificative dans le respect des dispositions définies aux articles 25 et 35 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre.

§ 3. Le conseil de classe visé peut estimer que l'élève qui n'a pas satisfait ou qui n'a pas pu participer en tout ou en partie aux épreuves externes certificatives maîtrise les compétences attendues pour la ou les disciplines concernées pour autant que l'absence ou les absences soient justifiées conformément à l'article 32 du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives.

Le conseil de classe fonde sa décision, pour la ou les disciplines concernées, sur un dossier comportant la copie des bulletins des deux années suivies au 3<sup>ème</sup> degré, un rapport circonstancié du ou des enseignants titulaires de la ou des disciplines concernées.

Lorsqu'un élève fréquente l'enseignement secondaire organisé ou subventionné par la Communauté française depuis moins de deux années scolaires, la copie des bulletins d'une seule année scolaire peut suffire.

Le conseil de classe fait porter au dossier tout autre élément qu'il estime utile.

Le procès-verbal du conseil de classe est consigné dans un registre ad hoc et porte la signature du chef d'établissement et des membres du conseil de classe. Une liste reprenant les résultats des élèves ayant présenté l'épreuve externe commune est jointe au procès-verbal.

Une copie conforme de cette liste est transmise aux Services du Gouvernement, dans les cinq jours ouvrables qui suivent la décision du conseil de classe. ».

#### CHAPITRE XV. — *Disposition modifiant le décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs*

**Art. 62.** Dans l'article 33 du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, est complété par ce qui suit :

« Pour le calcul de la durée du stage accompli, sont seuls pris en considération les services effectifs rendus pendant la durée du stage, en ce compris les vacances annuelles, les congés prévus aux articles 5, 5bis et 7 de l'arrêté royal du 15 janvier 1974, ainsi que les congés en vue de l'adoption et de la tutelle officieuse et les congés de maternité prévus respectivement, au chapitre IIbis et au chapitre XIII du même arrêté royal du 15 janvier 1974. »;

2° dans le paragraphe 2, l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

« Entre le 9<sup>e</sup> mois effectif et la fin du 12<sup>e</sup> mois effectif de la première année du stage, la Commission d'évaluation visée à l'article 37 ou le pouvoir organisateur procède à l'évaluation du directeur stagiaire.

A défaut d'évaluation réalisée dans ce délai, celle-ci est présumée favorable. Toutefois, l'évaluation peut être organisée au retour du directeur stagiaire lorsque celui-ci est en congé en vue de l'adoption et de la tutelle officieuse ou en congé de maternité. »;

3° dans le paragraphe 3, a), alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « en fin de seconde année du stage » sont remplacés par les mots « entre le 9<sup>e</sup> mois effectif et la fin du 12<sup>e</sup> mois effectif de la seconde année du stage »;

4° dans le paragraphe 3, a), l'alinéa 1<sup>er</sup> est complété par ce qui suit :

« A défaut d'évaluation réalisée dans ce délai, cette évaluation est présumée favorable. Toutefois, l'évaluation peut être organisée au retour du directeur stagiaire lorsque celui-ci est en congé en vue de l'adoption et de la tutelle officieuse ou en congé de maternité »;

5° dans le paragraphe 3, a), alinéa 4, les mots « troisième et » sont insérés entre les mots « Dans ce cas, une » et les mots « dernière évaluation »;

6° dans le paragraphe 3, a), alinéa 5, la phrase « Il est mis fin d'office au stage si le directeur obtient la mention « défavorable » à l'issue de la cette dernière évaluation » est abrogée;

7° le paragraphe 3, a), est complété par un alinéa 6 rédigé comme suit :

« Il est mis fin d'office au stage si le directeur obtient la mention « défavorable » à l'issue de la cette troisième et dernière évaluation »;

8° dans le paragraphe 3, b), alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « en fin de seconde année du stage » sont remplacés par les mots « entre le 9<sup>e</sup> mois effectif et la fin du 12<sup>e</sup> mois effectif de la seconde année du stage »;

9° dans le paragraphe 3, b), l'alinéa 1<sup>er</sup> est complété par ce qui suit :

« A défaut d'évaluation réalisée dans ce délai, cette évaluation est présumée favorable. Toutefois, l'évaluation peut être organisée au retour du directeur stagiaire lorsque celui-ci est en congé en vue de l'adoption et de la tutelle officieuse ou en congé de maternité. ».

**Art. 63.** L'article 58 du même décret est complété par les paragraphes 3 et 4 rédigés comme suit :

« § 3. Tout pouvoir organisateur qui démontre l'impossibilité de pouvoir admettre un membre du personnel au stage conformément à l'article 58, § 1<sup>er</sup>, peut admettre au stage un membre du personnel remplissant les conditions suivantes :

1° être titulaire depuis sept ans au moins dans l'enseignement subventionné d'une des fonctions de recrutement, de sélection ou de promotion de la catégorie en cause;

2° être titulaire, à titre définitif, avant l'admission au stage, d'une fonction comportant au moins la moitié du nombre d'heures requis pour former une fonction à prestations complètes dans l'enseignement subventionné;

3° exercer à titre définitif une ou des fonctions donnant accès à la fonction de directeur à conférer et être porteur d'un titre de capacité, conformément à l'article 102 du présent décret;

4° avoir obtenu au préalable les attestations de réussite d'au moins trois modules de formation visées aux articles 17, § 1<sup>er</sup> et 18, § 1<sup>er</sup>, du présent décret.

Dans l'enseignement fondamental, l'ancienneté visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, doit avoir été acquise au niveau fondamental.

§ 4. Tout pouvoir organisateur qui démontre n'avoir qu'un seul candidat à l'admission au stage répondant aux conditions de l'article 58, § 1<sup>er</sup>, peut mettre en concurrence sa candidature avec celle de membres du personnel répondant aux conditions du § 3 du présent article. Dans ce cas, il lance un nouvel appel aux candidats à destination des membres du personnel répondant aux conditions du § 3 du présent article, sauf si lesdits membres du personnel étaient déjà visés par l'appel aux candidats originel. ».

**Art. 64.** Dans l'article 59 du même décret, tel que modifié par le décret du 23 janvier 2009, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 2, b), les mots « relevant d'un autre pouvoir organisateur officiel subventionné » sont remplacés par les mots « dans l'enseignement subventionné »;

2° dans le paragraphe 2, b), 1°, les mots « au sein de cet autre pouvoir organisateur » sont abrogés;

3° il est inséré un paragraphe 5bis rédigé comme suit :

« § 5bis. Tout pouvoir organisateur qui démontre l'impossibilité de pouvoir admettre un membre du personnel au stage conformément à l'article 57, à l'article 58, et à l'article 59, § 1<sup>er</sup> à 5, peut admettre au stage, en appliquant la dévolution des § 1<sup>er</sup> à 5 du présent article, un membre du personnel remplissant les conditions de ces paragraphes dans l'enseignement subventionné. ».

**Art. 65.** L'article 100 du même décret est complété par un l) rédigé comme suit :

« l) certificat d'aptitude à l'enseignement des arts plastiques (C.A.E.A.P.). ».

CHAPITRE XVI. — *Dispositions modifiant le décret du 8 mars 2007 relatif au service général de l'inspection, au service de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement organisé par la Communauté française, aux cellules de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement subventionné par la Communauté française et au statut des membres du personnel du service général de l'inspection et des conseillers pédagogiques*

**Art. 66.** Dans l'article 6, § 1<sup>er</sup>, du décret du 8 mars 2007 relatif au service général de l'inspection, au service de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement organisé par la Communauté française, aux cellules de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement subventionné par la Communauté française et au statut des membres du personnel du service général de l'inspection et des conseillers pédagogiques, le 14° est remplacé par ce qui suit :

« 14° de contrôler, d'initiative ou en collaboration avec les Services du Gouvernement, le respect et l'application des mesures prévues à l'article 100 du décret du 24 juillet 1997; »

**Art. 67.** Dans l'article 150, alinéa 1<sup>er</sup>, du même décret est inséré un point 6° rédigé comme suit :

« 6° des dispositions de l'article 6bis du décret du 24 juin 1996 précité aux conditions fixées dans ce décret. ».

CHAPITRE XVII. — *Dispositions modifiant le décret du 1<sup>er</sup> février 2008 réglant l'organisation et le fonctionnement des instances chargées de la coordination et de la gestion des Fonds structurels que l'Union européenne met à la disposition de l'enseignement secondaire en alternance, de l'enseignement secondaire technique et professionnel de plein exercice, de l'enseignement secondaire spécialisé, de l'enseignement de promotion sociale et de l'enseignement supérieur*

**Art. 68.** Dans l'article 3, 7°, du décret du 1<sup>er</sup> février 2008 réglant l'organisation et le fonctionnement des instances chargées de la coordination et de la gestion des Fonds structurels que l'Union européenne met à la disposition de l'enseignement secondaire en alternance, de l'enseignement secondaire technique et professionnel de plein exercice, de l'enseignement secondaire spécialisé, de l'enseignement de promotion sociale et de l'enseignement supérieur, les mots « d'initiative communautaire (PIC) et des programmes d'action communautaire (PAC) » sont remplacés par le mot « européens ».

**Art. 69.** Dans l'article 5 du même décret est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Lorsqu'un établissement souhaite participer au programme de mobilité développé dans le cadre de l'enseignement qualifiant, il dépose sa demande auprès du Centre de coordination et de gestion. ».

**Art. 70.** Dans l'article 6, § 2, du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

a) le 3° est remplacé par ce qui suit :

« 3°. l'inspecteur chargé de la coordination de l'inspection des cours techniques et de pratiques professionnelles; »;

b) l'article 6, § 2, est complété par un 9° et un 10° rédigés comme suit :

« 9° le coordonnateur administratif et pédagogique visé à l'article 8, § 7;

10° les chargés de mission visés à l'article 15. »;

c) l'alinéa 2 est abrogé.

**Art. 71.** Dans l'article 7, 1°, du même décret, les mots « , d'encourager la mobilité européenne des jeunes et des enseignants de l'enseignement secondaire qualifiant » sont insérés entre les mots « de développer l'enseignement secondaire en alternance, l'enseignement secondaire spécialisé et l'enseignement secondaire technique et professionnel de plein exercice » et les mots « et d'assurer la formation des différents acteurs de l'enseignement secondaire en alternance, de l'enseignement secondaire spécialisé et de l'enseignement secondaire technique et professionnel de plein exercice ».

**Art. 72.** Dans l'article 8 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans le paragraphe 5, l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

« Il est créé un bureau exécutif, ci-après dénommé « le bureau » composé comme suit :

1° le directeur général adjoint du service général de l'enseignement secondaire et des centres psycho-médico-sociaux;

2° le coordonnateur administratif et pédagogique visé à l'article 8, § 7;

3° les chargés de mission visés à l'article 15. »;

b) dans le paragraphe 6, les mots « le coordonnateur visé au § 5 » sont remplacés par les mots « le directeur général adjoint du service général de l'enseignement secondaire et des centres psycho-médico-sociaux »;

c) l'article 8 est complété par un paragraphe 7 rédigé comme suit :

« § 7. La gestion et la coordination administrative et pédagogique des projets est assurée par un coordonnateur chargé d'assurer la gestion journalière et l'exécution des décisions du centre de coordination et de gestion ainsi que de coordonner le travail des chargés de mission, des experts et du personnel contractuel éventuels. Le coordonnateur travaille en relation étroite avec les services de l'Administration générale de l'Enseignement et de la Recherche scientifique afin de garantir l'intégration des projets européens dans la politique d'ensemble de la Communauté française. Il exerce ses missions sous l'autorité du Président, ou en son absence, du Vice-président.

Le coordonnateur peut :

1° soit être un agent contractuel de niveau 1 recruté à cet effet par le centre de coordination et de gestion. Il a droit au remboursement de ses frais de parcours et aux indemnités de séjour aux conditions fixées par les dispositions applicables aux membres du personnel de rang 12 du Ministère de la Communauté française. Sa résidence administrative est celle de sa fonction;

2° soit être recruté à cet effet par le centre de coordination et de gestion parmi les membres du personnel de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française. Il est mis en congé pour mission dans l'intérêt de l'enseignement et bénéficie en outre d'une allocation égale à la différence entre le traitement ou la subvention-traitement de l'échelle de traitement correspondante à la fonction de directeur d'un établissement d'enseignement secondaire supérieur et celle dont il bénéficie dans sa fonction. Il continue à bénéficier du régime de congés et de vacances propres à sa fonction d'origine. Toutefois, sur décision du président ou du vice-président du centre de coordination et de gestion, sa présence peut être requise, selon les nécessités du service, durant les périodes de vacances scolaires. Il a droit au remboursement de ses frais de parcours et aux indemnités de séjour aux conditions fixées par les dispositions applicables aux membres du personnel du Ministère de la Communauté française. A cet effet, il est assimilé aux fonctionnaires de rang 12 et sa résidence administrative est celle de sa fonction d'origine ou de son domicile. ».

**Art. 73.** L'article 9 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Article 9. Les projets d'action globaux et les autres projets bénéficient de l'expertise pédagogique de l'Inspecteur général pour les cours de l'enseignement secondaire technique et professionnel. Cette expertise pédagogique consiste, dans le respect du principe d'autonomie des réseaux, à veiller à la cohérence des actions cofinancées par des fonds européens avec les objectifs pédagogiques poursuivis et le public concerné. Elle se situe à trois moments :

1° au début de chaque période de programmation, lors de l'élaboration par le centre de coordination et de gestion des contenus pédagogiques des projets d'action globaux et des autres projets;

2° en cours de programmation, lors des réunions du centre de coordination et de gestion ayant pour objet l'agrément des projets d'action spécifiques;

3° à l'issue de chaque période de programmation, lors des travaux du centre de coordination et de gestion visant à évaluer l'efficacité des actions menées, en particulier pour ce qui relève du public concerné. »

**Art. 74.** Dans l'article 10 du même décret, les mots « ou son délégué » sont insérés entre le mot « obligatoire » et les mots « est désigné ».

**Art. 75.** Dans l'article 11 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

« § 1<sup>er</sup>. En ce qui concerne les projets d'action globaux qui se traduisent par des coûts de personnel ou des coûts de fonctionnement à charge des établissements scolaires, la répartition s'effectue au prorata du nombre des élèves réguliers inscrits et vérifiés au 15 janvier de l'année précédente dans les filières visées par lesdits projets. »;

2° l'article 11 est complété par un paragraphe 3 rédigé comme suit :

« § 3. En ce qui concerne tous les autres projets, la répartition s'effectue selon les règles décidées par le Centre de coordination et de gestion. ».

CHAPITRE XVIII. — *Dispositions modifiant le décret du 15 février 2008 instituant un conseil supérieur des Centres psycho-médico-sociaux*

**Art. 76.** L'intitulé du décret du 15 février 2008 instituant un conseil supérieur des Centres psycho-médico-sociaux est remplacé par ce qui suit :

« Décret instituant un conseil supérieur et des conseils zonaux des centres psycho-médico-sociaux ».

**Art. 77.** L'article 4 du même décret est complété par un 7° et un 8° rédigés comme suit :

« 7° de solliciter l'avis des Conseils zonaux;

8° de tenir les Conseils zonaux régulièrement informés des travaux en cours et des avis rendus. ».

**Art. 78.** Dans le même décret, il est inséré un chapitre II/1 intitulé « Chapitre II/1. – Des conseils zonaux ».

**Art. 79.** Dans le chapitre II/1, inséré par l'article 78, il est inséré un article 14/1 rédigé comme suit :

« Article 14/1. Il est institué dans chaque zone d'enseignement, telle que définie à l'article 24 du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice, un Conseil zonal des Centres Psycho-médico-sociaux, ci-après dénommé le Conseil zonal. ».

**Art. 80.** Dans le même chapitre II/1, il est inséré un article 14/2 rédigé comme suit :

« Article 14/2 – Le Conseil zonal a pour mission :

1° de stimuler et favoriser la mise en réseau des acteurs de la zone concernés par les activités précisées à l'article 8 du décret du 14 juillet 2006 relatif aux missions, programmes et rapport d'activités des Centres PMS;

2° de proposer les délégués du Conseil zonal appelés à siéger dans les instances dans lesquelles les centres PMS doivent assurer une représentation interréseaux au niveau de la zone ou de son territoire;

3° de favoriser, au départ des expériences locales, l'émergence de points de repères partagés et développer des projets communs en lien avec les missions des Centres PMS;

4° de préparer la contribution des délégués du Conseil zonal aux travaux des instances visées au 2°; à cette fin, il veillera à étudier du point de vue des centres PMS l'offre de formation de la zone;

5° de prendre toute initiative favorisant de nouvelles dynamiques de coopération et des actions nouvelles dans les domaines énoncés aux points 1° et 2°;

6° de contribuer aux travaux du Conseil supérieur des Centres PMS et au suivi de ceux-ci;

7° de partager des expériences positives de pratiques entre Centres PMS de différents réseaux. ».

**Art. 81.** Dans le même chapitre II/1, il est inséré un article 14/3 rédigé comme suit :

« Article 14/3. – § 1<sup>er</sup>. Le Conseil zonal est composé de huit membres :

1° deux représentants des centres psycho-médico-sociaux organisés par la Communauté française désignés par le Gouvernement;

2° deux représentants des centres psycho-médico-sociaux officiels subventionnés désignés par le Gouvernement sur proposition de l'organe de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs de l'enseignement officiel subventionné qui affine les centres psycho-médico-sociaux officiels subventionnés;

3° quatre représentants des centres psycho-médico-sociaux libres subventionnés désignés par le Gouvernement sur proposition de l'organe de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs de l'enseignement libre confessionnel.

Les membres du Conseil zonal sont nommés par le Gouvernement pour une période de quatre ans. Ce mandat n'est renouvelable qu'une fois.

En cas de décès ou de démission d'un membre, son remplaçant est désigné par le Gouvernement pour achever le mandat de son prédécesseur. Tout membre qui perd la qualité en raison de laquelle il a été nommé est réputé démissionnaire.

Le Conseil zonal associe à ses travaux toute personne dont elle estime l'expertise utile à ses réflexions et à ses délibérations. Le nombre d'experts ne peut être supérieur à celui des membres. Les experts ont voix consultative.

Le président du Conseil zonal informe les organisations syndicales des délibérations du Conseil zonal pouvant avoir une incidence sur l'emploi ou sur les conditions de travail des membres du personnel des centres PMS.

§ 2. Le Conseil zonal choisit en son sein un président, un vice-président et un secrétaire. Le président et le vice-président exercent leurs mandats pendant une durée de deux ans. Les mandats de président et de vice-président sont exercés alternativement pendant deux ans respectivement par un représentant des centres PMS officiels et par un représentant des centres PMS libres confessionnels.

§ 3. Le président, le vice-président et le secrétaire forment le bureau du Conseil zonal.

Le Conseil zonal est convoqué, soit à l'initiative du Président, soit à la demande de 4 membres au moins. Le Conseil zonal se réunit au minimum trois fois par année scolaire.

La convocation doit être adressée cinq jours ouvrables avant la séance, en précisant l'ordre du jour de la réunion.

§ 4. Le Conseil zonal délibère valablement si cinq membres au moins sont présents.

Le Conseil zonal émet ses avis et décisions par consensus. Chaque membre peut demander que son avis figure au procès-verbal de la réunion. ».

**Art. 82.** Dans le même chapitre II/1, il est inséré un article 14/4 rédigé comme suit :

« Article 14/4. – Le Conseil zonal arrête son règlement d'ordre intérieur endéans les deux mois à dater de son installation. Ce règlement prévoit notamment les modalités de convocation des réunions, de communication entre les membres et d'établissement de l'ordre du jour.

Le Conseil zonal transmet son règlement d'ordre intérieur au Conseil supérieur des centres psycho-médico-sociaux pour information. ».

CHAPITRE XIX. — *Dispositions modifiant le décret du 30 avril 2009 relatif à la création d'instances sous-régionales de pilotage et à l'octroi d'incitants visant un redéploiement plus efficient de l'offre d'enseignement qualifiant dans une perspective de développement territorial*

**Art. 83.** L'intitulé du décret du 30 avril 2009 relatif à la création d'instances sous-régionales de pilotage et à l'octroi d'incitants visant un redéploiement plus efficient de l'offre d'enseignement qualifiant dans une perspective de développement territorial est remplacé par ce qui suit :

« Décret du 30 avril 2009 relatif à la création d'instances de pilotage inter-réseaux de l'enseignement qualifiant (IPIEQ) et à l'octroi d'incitants visant un redéploiement plus efficient de l'offre d'enseignement qualifiant dans une perspective de développement territorial ».

**Art. 84.** L'article 1<sup>er</sup> du décret du 30 avril 2009 relatif à la création d'instances sous-régionales de pilotage et à l'octroi d'incitants visant un redéploiement plus efficient de l'offre d'enseignement qualifiant dans une perspective de développement territorial est remplacé par ce qui suit :

« Article 1<sup>er</sup>. Le présent décret s'applique aux établissements d'enseignement secondaire ordinaire de plein exercice et ordinaire en alternance, tel que défini à l'article 49 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, organisant des options de l'enseignement technique de qualification ou professionnel, aux troisième et quatrième degrés, organisés ou subventionnés par la Communauté française. ».

**Art. 85.** Dans l'article 2 du même décret, le 1<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit :

« 1<sup>o</sup> : « Zone d'enseignement » : une zone telle que définie à l'article 24 du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice; la zone ainsi définie concerne les établissements d'enseignement ordinaire de plein exercice et ordinaire en alternance organisé conformément à l'article 49 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre. ».

**Art. 86.** L'article 3 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Article 3. L'objet du présent décret est de permettre, sur base volontaire et sous certaines conditions, aux établissements ou implantations d'enseignement secondaire ordinaire de plein exercice et en alternance organisant au moins une option de l'enseignement technique de qualification ou professionnel aux troisième et quatrième degrés de bénéficier d'incitants, définis ci-dessous, afin de développer selon une logique de concertation en intra et/ou en inter réseaux, des actions de création, de concentration ou de maintien d'options visant à optimiser l'offre d'enseignement en termes de disponibilité et qualité du service public en phase avec les tendances de développement socio-économique sous-régional et régional. ».

**Art. 87.** Dans l'article 4, § 1<sup>er</sup>, du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « Instance sous-régionale de pilotage inter-réseaux » sont remplacés par les mots « Instance de pilotage inter-réseaux de l'enseignement qualifiant »;

2<sup>o</sup> dans l'alinéa 2, a), les mots « représentant de tous les réseaux d'enseignement » sont remplacés par les mots « représentants de tous les réseaux d'enseignement »;

3<sup>o</sup> dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 5, les mots « du Conseil zonal des CPMS, » sont insérés entre les mots « du Conseil zonal de l'alternance, » et les mots « de l'IFAPME ».

**Art. 88.** Dans l'article 5 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> dans le paragraphe 2, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « faiblement fréquentée eu égard aux minima de population tels que définis » sont remplacés par les mots « faiblement fréquentée, c'est-à-dire dont la population au 1<sup>er</sup> octobre de l'année en cours ne dépasse pas une fois et demie le minimum de population tel que défini à l'article 12, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 31 août 1992 exécutant le décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice »;

2<sup>o</sup> dans le paragraphe 2, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « de minimum 3 périodes et » sont insérés entre les mots « au maintien d'une option est » et les mots « de maximum 26 périodes »;

3<sup>o</sup> dans le paragraphe 3, alinéa 1<sup>er</sup>, le mot « octroyés » est remplacé par le mot « octroyer »;

4<sup>o</sup> dans le paragraphe 4, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « de minimum 3 périodes et » sont insérés entre les mots « octroyées à un projet est » et les mots « de maximum 26 périodes »;

5<sup>o</sup> dans le paragraphe 4, l'alinéa 4 est remplacé par ce qui suit :

« La présente mesure n'est applicable au maximum que pendant les deux premières années scolaires de la création de l'option. Les incitants octroyés pour la création ne peuvent être cumulés avec aucun autre incitant octroyé dans le cadre du présent décret »;

6<sup>o</sup> l'article 5 est complété par un paragraphe 5 rédigé comme suit :

« § 5. Dans la limite des moyens qui leur sont attribués en application de l'article 7/1, les instances de pilotage peuvent également initier ou participer à des projets qui favorisent, en inter-réseaux, la promotion de l'enseignement technique et professionnel en lien avec les objectifs généraux de l'enseignement secondaire tels que formulés dans le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre. Ces projets peuvent être réalisés conjointement par plusieurs instances de pilotage. ».

**Art. 89.** Dans l'article 6 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> dans le paragraphe 3, l'alinéa 3 est complété par les phrases suivantes :

« L'Instance propose également à l'accord du Gouvernement des modalités de redistribution des incitants pour le cas où des projets n'ont pu se réaliser. Cette redistribution ne peut avoir pour objet que des projets de création, de maintien ou de concentration d'options tels que définis à l'article 5, §§ 2 à 4. Les Services du Gouvernement procèdent aux redistributions nécessaires. »;

2<sup>o</sup> il est inséré un paragraphe 3/1 rédigé comme suit :

« § 3/1. Toutes les décisions relatives aux projets visés à l'article 5, § 5, sont prises par consensus des membres présents. Ces projets sont soumis à l'accord préalable des Services du Gouvernement. ».

**Art. 90.** Dans le chapitre II du même décret, il est inséré un article 7/1 rédigé comme suit :

« Article 7/1. En fonction des moyens disponibles, le Gouvernement fixe annuellement les moyens alloués à chacune des instances de pilotage pour couvrir prioritairement les frais de fonctionnement et subsidiairement pour mener les projets visés à l'article 5, § 5. Ces moyens seront répartis de manière égale entre les instances. »

**CHAPITRE XX. — Dispositions modifiant le décret du 18 mai 2012  
visant à la mise en place d'un dispositif d'accueil et de scolarisation des élèves primo-arrivants  
dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française**

**Art. 91.** Dans l'article 4 du décret du 18 mai 2012 visant à la mise en place d'un dispositif d'accueil et de scolarisation des élèves primo-arrivants dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 6, les mots « qui suivent la date de remise des candidatures » sont insérés entre les mots « dans les 30 jours » et les mots « , le Gouvernement »;

2° dans le paragraphe 2, alinéa 4, les mots « qui suivent la date de remise des candidatures » sont insérés entre les mots « dans les 30 jours » et les mots « , le Gouvernement ».

**Art. 92.** Dans l'article 6 du même décret, l'alinéa 3 est remplacé par trois alinéas rédigés comme suit :

« Si un établissement ne remplit pas la condition reprise aux alinéas précédents, le DASPA est fermé au 1<sup>er</sup> septembre sauf dérogation accordée par le Gouvernement en fonction du caractère exceptionnel de la réalité de l'accueil des mineurs primo-arrivants dans le centre. Le caractère exceptionnel est notamment justifié par l'absence d'alternative permettant de répondre aux besoins actuels ou pour éviter une fermeture alors que, de facto, la structure DASPA concernée peut répondre à des besoins prévisibles qui se concrétiseront à court terme.

Si un établissement, qui remplit la condition reprise aux alinéas précédents, ne souhaite plus organiser un DASPA, il en informe le Gouvernement par lettre recommandée avec accusé de réception au plus tard le 1<sup>er</sup> février. Le DASPA de cet établissement est fermé à partir du 1<sup>er</sup> septembre de l'année scolaire qui suit.

Dans les cas relevés aux deux alinéas précédents, le Conseil général compétent est informé. »

**Art. 93.** Dans l'article 10, alinéa 2, du même décret, la phrase « Lors de la deuxième année, le calcul de moyenne se base sur les mois pendant lesquels le DASPA a été organisé » est abrogée.

**Art. 94.** L'article 11 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Article 11.- § 1<sup>er</sup>. L'établissement d'enseignement secondaire qui organise un DASPA bénéficie de périodes-professeurs pour l'accueil et la scolarisation des élèves primo-arrivants et des élèves qui remplissent les conditions de l'article 2, § 2.

Lors de la première année scolaire de création du DASPA, un encadrement forfaitaire de 30 périodes est octroyé dès la date de son ouverture quel que soit le nombre d'élèves primo-arrivants inscrits dans le DASPA.

Les années scolaires suivantes, un encadrement forfaitaire de 30 périodes est octroyé au DASPA dès le 1<sup>er</sup> septembre.

§ 2. A partir de la deuxième année d'organisation du DASPA, des périodes-professeur supplémentaires sont octroyées pour les élèves primo-arrivants, à partir du treizième élève inscrit sur la base du calcul de moyenne mensuelle tel que prévu à l'article 2.

Le nombre total de périodes supplémentaires à répartir entre les DASPA ainsi que le mode de calcul de celles-ci sont définis par le Gouvernement, en fonction des moyens budgétaires disponibles et des besoins.

§ 3. Pour les élèves inscrits dans le DASPA répondant aux conditions de l'article 2, § 2, comptabilisés sur la base du calcul de moyenne mensuelle tel que prévu à l'article 2, le Gouvernement fixe un nombre de périodes pour les 20 premiers élèves et un nombre de périodes à partir du vingt et unième élève.

§ 4. Le transfert des périodes-professeur octroyées en application du § 2 et du § 3 est autorisé entre établissements de pouvoirs organisateurs différents lorsque ces établissements sont associés à la tâche d'insertion des primo-arrivants conformément à l'article 12, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2. »

**CHAPITRE XXI**

**CHAPITRE 21. — Entrée en vigueur**

**Art. 95.** L'article 8 produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2000.

**Art. 96.** Les articles 3, 9, 21, 25 et 26 produisent leurs effets le 1<sup>er</sup> septembre 2012.

**Art. 97.** Les articles 23 et 62, 1° produisent leurs effets le 1<sup>er</sup> décembre 2012.

**Art. 98.** Les articles 24 et les articles 84 à 90 entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2013.

**Art. 99.** Les articles 27 à 58 et l'article 94 entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> août 2013.

**Art. 100.** Les articles 68 à 75 entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2014.

**Art. 101.** L'article 20, 5°, § 7, entre en vigueur :

1° le 1<sup>er</sup> septembre 2013 dans l'Enseignement secondaire, ordinaire et spécialisé;

2° le 1<sup>er</sup> septembre 2015 dans l'Enseignement fondamental, ordinaire et spécialisé.

**Art. 102.** Sauf en ce qui concerne les dispositions dont la date d'entrée en vigueur est fixée par les articles 95 à 101, le présent décret entre en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 2013.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 17 octobre 2013.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française,  
R. DEMOTTE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique,  
J.-M. NOLLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, des Finances et des Sports,  
A. ANTOINE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur,  
J.-Cl. MARCOURT

La Ministre de la Jeunesse,  
Mme E. HUYTEBROECK

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel, de la Santé et de l'Egalité des chances,  
Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enseignement obligatoire et de promotion sociale  
Mme M.-M. SCHYNS

—  
Note

(1) *Session 2012-2013*

*Documents du Parlement.* — Projet de décret, n° 523-1. — Amendements en commission, n° 523-2. — Rapport, n° 523-3.

*Compte-rendu intégral.* — Discussion et adoption. Séance du 17 juillet 2013.

—  
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2013/29478]

**17 OKTOBER 2013. — Decreet tot wijziging van verschillende bepalingen inzake leerplichtonderwijs en onderwijs voor sociale promotie<sup>1</sup> (1)**

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Bepalingen tot wijziging van de wet van 19 juli 1971 betreffende de algemene structuur en de organisatie van het secundair onderwijs*

**Artikel 1.** In artikel 4ter van de wet van 19 juli 1971 betreffende de algemene structuur en de organisatie van het secundair onderwijs, zoals gewijzigd bij het decreet van 12 juli 2012, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in paragraaf 2 wordt het vijfde lid vervangen als volgt :

« De leerlingen - topsporters, - sportbeloften of trainingspartners, erkend met toepassing van het decreet van 8 december 2006 houdende organisatie en subsidiëring van de sport in de Franse Gemeenschap, kunnen één of meer enkelvoudige basisopties of een gegroepeerde basisoptie vervangen door een gelijk aantal lestijden sporttraining, zonder af te wijken van het eerste lid, 1° tot 4°. »;

b) in paragraaf 3, wordt het achtste lid vervangen als volgt :

« De leerlingen - topsporters, - sportbeloften of trainingspartners, erkend met toepassing van het voormelde decreet van 8 december 2006 houdende organisatie en subsidiëring van de sport in de Franse Gemeenschap, kunnen één of meer enkelvoudige basisopties of een gegroepeerde basisoptie vervangen door een gelijk aantal lestijden sporttraining, zonder af te wijken van het eerste lid, 1° en 2°, en van het tweede lid. ».

**Art. 2.** In dezelfde wet wordt een artikel 4octies ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 4octies. In de tweede en derde graad van het secundair onderwijs, voor de leerlingen - topsporters, - sportbeloften of trainingspartners, erkend met toepassing van het decreet van 8 december 2006 houdende organisatie en subsidiëring van de sport in de Franse Gemeenschap, kunnen de lestijden van de cursus lichamelijke opvoeding van de gemeenschappelijke opleiding worden vervangen door een gelijk aantal lestijden sporttraining. ».

HOOFDSTUK II. — *Bepaling tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 63 van 20 juli 1982 houdende wijziging van de bezoldigingsregels van toepassing op het onderwijzend en daarmee gelijkgesteld personeel van het onderwijs met volledig leerplan en van het onderwijs voor sociale promotie of met beperkt leerplan*

**Art. 3.** In artikel 7, § 1, van het koninklijk besluit nr. 63 van 20 juli 1982 houdende wijziging van de bezoldigingsregels van toepassing op het onderwijzend en daarmee gelijkgesteld personeel van het onderwijs met volledig leerplan en van het onderwijs voor sociale promotie of met beperkt leerplan, wordt 2° aangevuld als volgt :

« indien de eerste en laatste dagen van het schooljaar met een zaterdag of een zondag samenvallen en het totaal van de gedurende het schooljaar voor betaling in aanmerking komende dagen lager is dan 300, worden de personeelsleden die voor het gehele schooljaar tijdelijk aangesteld zijn, bezoldigd vanaf de eerste werkdag tot en met 30 juni. ».



HOOFDSTUK III. — *Bepalingen tot wijziging van het koninklijk besluit van 29 juni 1984 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs*

**Art. 4.** Artikel 1 van het koninklijk besluit van 29 juni 1984 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs wordt vervangen als volgt :

« Artikel 1. § 1. Dit besluit is van toepassing op het secundair onderwijs met volledig leerplan dat aan de regelmatige leerlingen wordt verstrekt gedurende veertig weken per week in verhouding tot achtentwintig lestijden van 50 minuten per week.

§ 2. In afwijking van § 1, organiseert de Regering een experimenteel stelsel dat op 1 september 2013 begint en op 30 juni 2017 eindigt, en dat betrekking heeft op de alternatieve organisatie van de lesrooster. Op het einde van een collectieve actie waartoe het opvoedingsteam van de betrokken graad(graden) heeft bijgedragen en na het gunstig advies te hebben gekregen van het basisoverlegcomité, voor de door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijsinrichtingen, van de plaatselijke paritaire commissie, voor de door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde inrichtingen van het officieel onderwijs, of van de ondernemingsraad of, bij ontstentenis daarvan, van het comité voor preventie en bescherming op het werk, of, bij ontstentenis daarvan, van de vakbondsafvaardigingen, voor de door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde inrichtingen van het vrij onderwijs, kan de wekelijkse lesrooster in een inrichting, per klas of per graad, geheel of gedeeltelijk, met lestijden van 45 minuten, gegroepeerd in plage-uren van 90 minuten worden georganiseerd.

De tijd die, in verhouding tot vijf minuten per lestijd bepaald in de lesrooster van de leerlingen, wordt gerecupereerd, wordt wekelijks opgenomen in een plage-uur dat besteed is aan gedifferentieerde pedagogische activiteiten inzake remediëring, niveau-overtreffen, persoonlijke ontwikkeling, oriëntatie, of dat de verwezenlijking mogelijk maakt van de doelstellingen bedoeld bij de artikelen 8 en 9 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren.

De weekopdracht van de leerkrachten in aanwezigheid van de leerlingen is gelijk aan het aantal lestijden waaruit hun opdracht bestaat, vermenigvuldigd met 50 minuten.

De inrichtende macht neemt die aanpassing in het inrichtingsproject op, inzonderheid met de organisationele en praktische nadere regels en de pedagogische finaliteit(en) bedoeld bij die aanpassing van de wekelijkse lesrooster. De algemene dienst inspectie oefent controle uit op de verwezenlijking van het project in het kader van zijn regelmatige bezoeken.

Vóór 31 december 2016 legt de Inspectie de Regering en de sturingscommissie, opgericht bij het decreet van 27 maart 2002 betreffende de sturing van het onderwijssysteem van de Franse Gemeenschap, een evaluatieverslag over de verwezenlijking van die aanpassing in alle inrichtingen.

§ 3. Voor de toepassing van de voorafgaandelijke paragrafen, kunnen de volgende lestijden worden opgenomen :

1° de lestijden kunstonderwijs, gevolgd in een inrichting voor kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan, bepaald door de Ministers bevoegd voor het kunstonderwijs op één van de gebieden of opleiding bedoeld in de artikelen 23 en 23bis van het decreet van 2 juni 1998 houdende organisatie van het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;

2° de lestijden training, gevolgd door leerlingen - topsporters, - sportbeloften of trainingpartners, erkend als zodanig door de Minister van Sport, na het advies te hebben ingewonnen van de Commissie ingesteld bij artikel 14 van het decreet van 8 december 2006 houdende organisatie en subsidiëring van de sport in de Franse Gemeenschap. ».

**Art. 5.** In artikel 5, § 7, tweede lid, van hetzelfde koninklijk besluit, wordt het woord « muziekonderwijs » vervangen door het woord « kunstonderwijs ».

**Art. 6.** In artikel 12, 2°, c) van hetzelfde koninklijk besluit, worden de woorden « en § 2 » ingevoegd tussen de woorden « artikel 2bis, § 1, 2° » en de woorden « van het decreet van 3 juli 1991 tot regeling van het alternerend secundair onderwijs ».

**Art. 7.** In artikel 15, 2°, d) van hetzelfde koninklijk besluit, worden de woorden « en § 2 » ingevoegd tussen de woorden « artikel 2bis, § 1, 2° » en de woorden « van het decreet van 3 juli 1991 tot regeling van het alternerend secundair onderwijs ».

HOOFDSTUK IV. — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie*

**Art. 8.** In het decreet van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie wordt een artikel 137quater ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 137quater. In afwijking van artikel 9 worden de personeelsleden van het onderwijs voor sociale promotie die presteren in de vormingseenheid « Beheer van een informatie-, onthaal- en raadgevingsproces in het kader van het integratieparcours/Kruispunt-vorming van het Waalse Gewest », met nummer 967101U11R1 en 967102U21R1, geacht dit te doen op grond van pedagogische dossiers die door de Regering van de Franse Gemeenschap worden goedgekeurd. ».

HOOFDSTUK V. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 3 juli 1991 tot regeling van het alternerend secundair onderwijs*

**Art. 9.** In artikel 2bis van het decreet van 3 juli 1991 tot regeling van het alternerend secundair onderwijs, zoals gewijzigd bij het decreet van 12 juli 2012, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, 2°, worden de woorden « die garant staan voor een algemene en humanistische kwalificatie » vervangen door de woorden « die een algemene en humanistische vorming verstrekken »;

2° paragraaf 2 wordt vervangen als volgt :

« § 2. In een dringend geval kan de minister de organisatie van een vorming toestaan die niet beantwoordt aan een kwalificatieprofiel bedoeld in artikel 45 van hetzelfde decreet. Die vorming wordt bekrachtigd door een beroepscompetentieattest overeenkomstig artikel 10.

Indien de Regering een kwalificatieprofiel voor die vorming bepaalt, vervangt een specifiek kwalificatiegetuisschrift de in het eerste lid bedoelde beroepscompetentieattest. ».

**Art. 10.** In artikel 10, vierde lid, van het decreet van 3 juli 1991 tot regeling van het alternerend secundair onderwijs, worden de woorden « in het kader van een vorming bedoeld in artikel 2*bis* § 1, 2°, en § 2 » toegevoegd na de woorden « gedurende ten minste één schooljaar ».

HOOFDSTUK VI. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan*

**Art. 11.** In artikel 5*quater*, § 1, van het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het tweede lid, wordt het woord « .graden » ingevoegd tussen de woorden « studiejaren » en de woorden « of onderwijsvormen »;

2° tussen het tweede lid en het derde lid wordt een lid ingevoegd, luidend als volgt :

« Voor de inrichting die één of meer opties, studiejaren, graden of onderwijsvormen overneemt, is er geen sprake van oprichting, en zijn de oprichtingsnormen vastgesteld bij het koninklijk besluit nr. 49 van 2 juli 1982 betreffende de oprichtings-, behouds- en splitsingsnormen en de berekening van het urenkrediet van het secundair onderwijs van het type I en betreffende de fusie van instellingen en bepaalde personeelsbetrekkingen van de instellingen voor secundair onderwijs met volledig leerplan van type I en type II niet van toepassing in tegenstelling tot de behoudsnormen. ».

**Art. 12.** In artikel 7, vijfde lid, van hetzelfde decreet, wordt 20° opgeheven.

**Art. 13.** In artikel 18 van hetzelfde decreet, zoals gewijzigd bij het decreet van 2 april 1996 en aangevuld bij het decreet van 30 november 2000, wordt het vierde lid vervangen als volgt :

« De bevolkingsminima per graad en per optie van de derde graad van het technisch doorstromingsonderwijs die alleen de gegroepede basisoptie industriële wetenschap elektromechanica inhouden, bedragen 8 leerlingen voor de gehele graad. ».

**Art. 14.** In artikel 20, § 2, van hetzelfde decreet, zoals laatst gewijzigd bij het decreet van 18 mei 2012, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt vervangen als volgt :

« De overdrachten van lestijden/leraar tussen inrichtingen worden toegelaten, ook naar centra voor alternerend onderwijs en vorming, met inachtneming van de grenzen voor de overdracht tussen graden en jaren vastgesteld in § 1. »;

2° het tweede lid wordt opgeheven;

3° het vierde lid wordt opgeheven.

**Art. 15.** In artikel 21, § 1, van hetzelfde decreet, wordt het tweede lid vervangen als volgt :

« In het gesubsidieerd onderwijs, vallen de bepalingen van het eerste lid onder de bevoegdheid van de groep inrichtende machten per geografische zone of van het coördinatie- en vertegenwoordigingsorgaan van de inrichtende machten voor de aanstelling van pedagogische adviseurs met toepassing van artikel 6*bis* van het decreet van 24 juni 1996 houdende regeling van de opdrachten, verlopen wegens opdracht en terbeschikkingstelling wegens opdracht in het door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd onderwijs. ».

**Art. 16.** In artikel 23, eerste lid, van hetzelfde decreet, wordt het begin van de zin vervangen als volgt : « Met uitzondering van het derde jaar differentiatie, oriëntatie en stelsel voor het onthaal en de scholarisatie van nieuwkomers, zoals bepaald in artikel 2, § 1, 2° van het decreet van 18 mei 2012 betreffende de organisatie van een stelsel voor het onthaal en de scholarisatie van nieuwkomers in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs, ».

**Art. 17.** In artikel 23*bis* van hetzelfde decreet, zoals vervangen bij het decreet van 3 mei 2012, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in paragraaf 2, tweede lid, worden de woorden « decreet van 30 april 2009 betreffende de oprichting van subregionale sturingsinstanties en de toekenning van stimuli met het oog op een doeltreffender herverdeling van het aanbod van kwalificatieonderwijs om de territoriale ontwikkeling te bevorderen » vervangen door de woorden « decreet van 30 april 2009 betreffende de oprichting van netoverschrijdende sturingsinstanties van het kwalificatieonderwijs en de toekenning van stimuli met het oog op een doeltreffender herverdeling van het aanbod van kwalificatieonderwijs om de territoriale ontwikkeling te bevorderen »;

b) paragraaf 4 wordt met een 3° en een 4° aangevuld, luidend als volgt :

1° « 3° wanneer door de afwijking die wordt toegekend voor een schooljaar met toepassing van § 1, eerste lid, a) in het volgende schooljaar klassen van het 2e jaar met 25 leerlingen worden georganiseerd. Die afwijking wordt alleen toegekend voor zover het aantal klassen van het tweede jaar waarvoor de automatische afwijking wordt toegekend gelijk is aan het aantal klassen van het eerste jaar van het voorafgaande schooljaar;

2° « 4° wanneer de organisatie van klassen met 25 leerlingen voortvloeit uit het opleggen van de inschrijving van uitgesloten leerlingen overeenkomstig artikel 82 van het voormelde decreet van 24 juli 1997, voor de door de Franse Gemeenschap georganiseerde inrichtingen, of in artikel 90, § 2, van het voormelde decreet van 24 juli 1997, voor de door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde inrichtingen. »;

c) paragraaf 5 wordt vervangen als volgt :

« § 5. 1 471 aanvullende lestijden worden voor het secundair onderwijs bestemd en kunnen worden toegekend aan de inrichtingen die dit aanvragen, om de maxima bedoeld in § 1, eerste lid in acht te nemen.

De in het vorige lid bedoelde aanvraag wordt ingediend door het inrichtingshoofd, in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde net, en door de inrichtende macht, in het gesubsidieerde onderwijs, langs elektronische weg, bij de Diensten van de Regering, uiterlijk voor 12 september. De door de inrichting ingediende met redenen omklede aanvraag vermeldt als bijlage volledige inlichtingen over de lestijden waarover ze beschikt, wat de oorsprong ervan ook is, met inbegrip van de lestijden die worden toegevoegd door de netoverschrijdende sturingsinstanties van het kwalificatieonderwijs en dank zij de lestijden die voor het gedifferentieerde onderwijs worden bekomen.

De toekenning van die aanvullende lestijden wordt bestemd voor de vestigingen die, om het maximumaantal leerlingen bedoeld in § 1, eerste lid in acht te nemen, uit hun totale aantal lestijden/leraar hebben moeten putten, en die geïdentificeerde pedagogische stelsels wensen in te voeren of te behouden die remediëring, begeleiding of ondersteuning bij het leerproces tot doel hebben. Het aanvraagdossier zal moeten aantonen dat die stelsels niet zonder die aanvullende lestijden kunnen worden ingevoerd.

De aanvragen worden onderzocht als volgt :

a) de aanvullende lestijden worden eerst per zone toegekend en, binnen elke zone, respectief toegekend voor het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, het officieel gesubsidieerd onderwijs, het confessioneel vrij onderwijs en het niet confessioneel vrij onderwijs, in verhouding tot het aantal regelmatige leerlingen vastgesteld op 15 januari van het voorafgaande jaar;

b) de aanvragen worden behandeld als volgt : voor het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, door de zonale aanstellingscommissies bedoeld in artikel 14<sup>quater</sup> van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen; voor het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs, door de zonale commissies voor het beheer van de betrekkingen, bevoegd voor het secundair onderwijs, bedoeld in hoofdstuk II van het decreet van 12 mei 2004 betreffende de vaststelling van de schaarste en bepaalde Commissies in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs; die commissies onderzoeken de aanvragen vóór 23 september en kennen de lestijden toe op grond van de criteria relevantie en pedagogische efficiëntie; indien de commissie dit wenst, kan het feit dat een inrichting de gedifferentieerde omkadering bedoeld bij het decreet van 30 april 2009 geniet, beschouwd worden als een criterium voor de selectie van de projecten; de commissies bepalen ook de nadere regels voor de herverdeling van de lestijden die niet zouden kunnen worden toegekend aan één of meer inrichtingen door dezelfde regels die in het derde lid bepaald zijn en dezelfde criteria inzake relevantie en pedagogische efficiëntie toe te passen;

c) als het aantal lestijden die noodzakelijk zijn om aan de in aanmerking genomen aanvragen te beantwoorden hoger is dan het beschikbare totaal, kan de commissie bedoeld sub b) een maximum per inrichting vaststellen;

d) de in punt b) bedoelde commissie deelt haar beslissingen voor de toekenning van de aanvullende lestijden vóór 23 september mee aan de diensten van de Regering, die ze aan de inrichtingen verzenden, opdat de lestijden op 1 oktober beschikbaar zouden zijn;

e) de inrichtingen die op 1 oktober niet meer voldoen aan de in het derde lid van dit artikel vastgestelde voorwaarden, brengen daar de diensten van de Regering vóór 5 oktober op de hoogte van; die lestijden worden herverdeeld volgens de door de betrokken commissie nader te bepalen regels;

de diensten van de Regering brengen deze verslag uit over de beslissingen die door de in punt b) bedoelde commissies worden genomen.

HOOFDSTUK VII. — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 22 december 1994 houdende dringende maatregelen inzake het onderwijs*

**Art. 18.** In artikel 5 van het decreet van 22 december 1994 houdende dringende maatregelen inzake het onderwijs, wordt het derde lid vervangen als volgt :

« Op de eerste dag afwezigheid, moet het medisch attest ofwel bij een gefrankeerde postbrief, ofwel bij telekopie, ofwel bij e-mail, door toedoen van het personeelslid, aan de controle-instelling worden toegestuurd. ».

HOOFDSTUK VIII. — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 24 juni 1996 houdende regeling van de opdrachten, verloven wegens opdracht en terbeschikkingstelling wegens opdracht in het door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd onderwijs*

**Art. 19.** In het decreet van 24 juni 1996 houdende regeling van de opdrachten, verloven wegens opdracht en terbeschikkingstelling wegens opdracht in het door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd onderwijs, wordt tussen de artikelen 6 en 7 een artikel 6<sup>bis</sup> ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 6 Bis.- De Regering kan een verlof wegens opdracht toekennen aan de in artikel 1 bedoelde personeelsleden waarvan de opdracht regelmatig en doorlopend wordt uitgeoefend bij de dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding, bedoeld in artikel 18 van het decreet van 8 maart 2007 betreffende de algemene inspectiedienst, de dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, de cellen voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs en betreffende het statuut van de personeelsleden van de algemene inspectiedienst en van de pedagogische adviseurs, of bij de cellen voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs bedoeld in artikel 21 van het bovenvermelde decreet van 8 maart 2007.

Het krachtens het eerste lid toegekende verlof wegens opdracht wordt bezoldigd of gesubsidieerd en met een periode dienstactiviteit gelijkgesteld.

De wedde of de weddesubsidie, verhoogd met alle vergoedingen en toelagen toegekend aan de personeelsleden, wordt echter aan de Franse Gemeenschap teruggestort in verhouding tot het aantal lestijden/leraar dat overeenstemt met het ambt dat het personeelslid met verlof wegens opdracht in zijn oorspronkelijke inrichting uitoefende. De lestijden/leraar die voor terugstorting in aanmerking komen, zijn deze die worden voortgebracht door de toepassing van artikel 21, § 1, van het voormelde decreet van 29 juli 1992. In geval van een personeelslid dat een selectieambt of een bevorderingsambt in zijn oorspronkelijke inrichting uitoefent, wordt het aantal lestijden/leraar die aan de Franse Gemeenschap worden teruggestort op 24 vastgesteld voor alle ambten, behalve voor de inrichtingshoofden van de hoogste graad waarvoor het aantal lestijden/leraar op 28 lestijden wordt vastgesteld.

De Regering bepaalt bij besluit, om de vijf jaar, een maximaantal lestijden bedoeld in het derde lid die kunnen worden besteed aan de toepassing en uitvoering van deze bepaling. ».

**HOOFDSTUK IX. — Bepaling tot wijziging van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritare taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren**

**Art. 20.** In artikel 100 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritare taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, zoals gewijzigd bij het decreet van 12 juli 2001 en aangevuld bij het decreet van 25 april 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 2, tweede lid, 2°, wordt het woord « jaarlijks » geschrapt;

2° in paragraaf 2, tweede lid, wordt 2° aangevuld met de woorden « gedurende een schooljaar »;

3° in paragraaf 4, wordt het tweede lid opgeheven;

4° in paragraaf 4, wordt het derde lid, dat het tweede lid is geworden, vervangen als volgt :

« Het niet betalen van de kosten kan geen aanleiding geven tot weigering van inschrijving of definitieve uitsluiting of elke andere sanctie voor de leerling. »;

5° artikel 100 van het decreet van 24 juli 1997 wordt aangevuld met twee paragrafen, luidend als volgt :

« § 6. Vóór het begin van elk schooljaar, bij wijze van informatie, wordt een raming van de geëiste kosten en van de verdeling ervan schriftelijk ter kennis gebracht van de leerling, als hij meerderjarig is, of van zijn ouders of van de persoon die met het ouderlijk gezag bekleed is, als hij minderjarig is.

§ 7. Gedurende elk schooljaar, worden periodieke afrekeningen schriftelijk ter kennis gebracht van de leerling, als hij meerderjarig is, of van zijn ouders of van de persoon die met het ouderlijk gezag bekleed is, als hij minderjarig is.

Elke periodieke afrekening vermeldt op een gedetailleerde wijze, per leerling en voor de bedoelde periode, alle geëiste kosten, de bedragen ervan, de rubriek waarop ze betrekking hebben, of ze verplicht of niet verplicht zijn, en vermeldt de nadere regels en de eventuele faciliteiten voor de betaling.

De periode waarop een periodieke afrekening betrekking heeft, bedraagt minstens één maand en hoogstens vier maanden. Vóór het begin van elk schooljaar, brengen de inrichtende machten de leerling, als hij meerderjarig is, of de persoon die met het ouderlijk gezag bekleed is, als hij minderjarig is, op de hoogte van de gekozen periodiciteit.

In afwijking van het vorige lid, voor de kosten waarvan het bedrag hoger is dan vijftig euro, kunnen de inrichtende machten voorzien in de mogelijkheid om die over verschillende periodieke afrekeningen te verspreiden. In dit geval, brengen de inrichtende machten de leerling, als hij meerderjarig is, of zijn ouders of de persoon die met het ouderlijk gezag bekleed is, als hij minderjarig is, op de hoogte van die mogelijkheid, van het totale bedrag dat te storten is alsook van de nadere regels voor de verspreiding. Het geëiste gedeelte in verband met de bedoelde periode wordt vermeld in de periodieke afrekening.

De kosten die niet in een periodieke afrekening voorkomen, kunnen geëist worden.

De inrichtende machten zorgen ervoor dat de minderjarige leerlingen niet worden betrokken bij de dialoog over de periodieke afrekeningen tussen die en de ouders of de persoon die met het ouderlijk gezag bekleed is.

De inrichtende machten die geen kosten eisen over het geheel van het schooljaar moeten de periodieke afrekeningen die bij deze paragraaf bedoeld zijn niet overleggen. ».

**HOOFDSTUK X. — Bepaling tot wijziging van het decreet van 2 juni 1998 houdende organisatie van het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap**

**Art. 21.** In artikel 93, § 1, van het decreet van 2 juni 1998 houdende organisatie van het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, zoals gewijzigd bij het decreet van 10 april 1993, wordt het tweede lid aangevuld met de volgende zin :

« Indien de eerste dag en de laatste dag van het schooljaar met een zaterdag of een zondag samenvallen en het totaal van de dagen die gedurende het schooljaar voor betaling in aanmerking komen lager is dan 300, zullen de personeelsleden die tijdelijk voor het gehele schooljaar worden aangesteld, vanaf de eerste werkdag tot en met 30 juni worden bezoldigd. ».

**HOOFDSTUK XI. — Bepalingen tot wijziging van het decreet van 4 januari 1999 betreffende de bevorderingsambten en de selectieambten**

**Art. 22.** Artikel 7 van het decreet van 4 januari 1999 betreffende de bevorderingsambten en de selectieambten, zoals opgeheven bij het decreet van 2 februari 2007, wordt hersteld als volgt :

« Artikel 7. In onderlinge overeenstemming met het personeelslid, kan de inrichtende macht de titularis van een selectieambt of van een bevorderingsambt in een inrichting voor hoger secundair onderwijs aanstellen om het selectieambt of het bevorderingsambt uit te oefenen dat met het lager secundair niveau overeenstemt, wanneer herstructureringswerkzaamheden het noodzakelijk maken dat een inrichting voor hoger secundair onderwijs een inrichting voor lager secundair onderwijs wordt.

Hij blijft in vast verband benoemd of aangesteld in het selectieambt of het bevorderingsambt op het hoger secundair niveau. ».

**Art. 23.** Artikel 8, eerste lid, 3°, van hetzelfde decreet wordt aangevuld als volgt :

« er wordt echter geen rekening gehouden met deze bepaling, wanneer het personeelslid de vermelding « gunstig » toegekend kreeg op het einde van het tweede stagejaar, zoals bedoeld in artikel 33, § 1, eerste lid, van het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs. ».

**Art. 24.** In artikel 21*bis* van hetzelfde decreet, zoals ingevoegd bij het decreet van 28 februari 2013, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, 6°, worden de woorden « overeenkomstig de artikelen 84 en 85 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 » vervangen door de woorden « overeenkomstig artikel 17 »;

2° in paragraaf 2, 6°, worden de woorden « overeenkomstig de artikelen 84 en 85 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 » vervangen door de woorden « overeenkomstig artikel 17 »;

3° artikel 21*bis* wordt aangevuld met een paragraaf 3, luidend als volgt :

« § 3. In afwijking van artikel 19*bis*, worden de personeelsleden die op 1 september 2012 een betrekking van onderdirecteur of provisor bekleden, op 1 januari 2013 in die betrekking in vast verband benoemd en voor die inrichting aangewezen, voor zover ze op de datum van de benoeming voldoen aan de volgende voorwaarden :

1° van onberispelijk gedrag zijn;

2° de burgerlijke en politieke rechten genieten;

3° aan de dienstplichtwetten voldoen;

4° in vast verband titularis zijn van één van de wervingsambten in verband met het ambt van onderdirecteur of provisor en houder zijn van het vereiste bekwaamheidsbewijs voor dat wervingsambt;

5° aan de wets- en verordeningsbepalingen betreffende de taalregeling voldoen;

6° een dienstanciënniteit van 6 jaar tellen. Die anciënniteit wordt overeenkomstig artikel 17 berekend;

7° geen van de volgende sancties hebben ondergaan : geschorst zijn, in non-activiteit gesteld zijn of ontslagen zijn bij tuchtmaatregel of ontzet zijn uit een ambt van het bestuurs- en onderwijzend personeel, het opvoedend hulppersoneel of het administratief personeel;

8° een ambtsanciënniteit van 2 jaar tellen, berekend overeenkomstig de artikelen 84 en 85 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969;

9° een betrekking bekleden die op 1 september 2012 vacant is. ».

**HOOFDSTUK XII. — Bepalingen tot wijziging van het decreet van 12 mei 2004 betreffende de vaststelling van de schaarste en bepaalde Commissies in het buitengewoon of door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs**

**Art. 25.** In artikel 8, derde lid, punt 2, *d)*, van het decreet van 12 mei 2004 betreffende de vaststelling van de schaarste en bepaalde Commissies in het buitengewoon of door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs, zoals aangevuld bij het decreet van 4 mei 2005, worden de woorden « en in artikel 23*bis*, § 5, » ingevoegd tussen de woorden « in artikel 21, § 1 », en de woorden « van het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan ».

**Art. 26.** In artikel 12, derde lid, punt 2, *d)*, van hetzelfde decreet, zoals aangevuld met het decreet van 4 mei 2005 en het decreet van 23 januari 2009, worden de woorden « en in artikel 23*bis*, § 5, » ingevoegd tussen de woorden « in artikel 21, § 1 », en de woorden « van het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan ».

**HOOFDSTUK XIII. — Bepalingen tot wijziging van het decreet van 12 mei 2004 houdende de organisatie van de examencommissie van de Franse Gemeenschap voor het Secundair Onderwijs**

**Art. 27.** In artikel 3, derde lid, van het decreet van 12 mei 2004 houdende de organisatie van de examencommissie van de Franse Gemeenschap voor het Secundair Onderwijs, wordt de zin « Hun dagelijkse bevoegdheden worden door de secretarissen in onderlinge overeenstemming bepaald. » opgeheven.

**Art. 28.** Artikel 4 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met de paragrafen 6 en 7, luidend als volgt :

« § 6. De examencommissie stelt haar huishoudelijk reglement vast. Dat reglement bepaalt inzonderheid de nadere regels voor de oproeping tot de examens, de beraadslaging en de proclamatie. De examencommissie deelt jaarlijks de wijzigingen aan zijn huishoudelijk reglement aan de Diensten van de Regering mee.

De Regering keurt het huishoudelijk reglement van de examencommissie alsook de wijzigingen die eraan worden aangebracht, goed.

§ 7. De examencommissie legt in de maand september van elk jaar de Regering een activiteitenverslag van het afgelopen schooljaar voor. De Diensten van de Regering stellen het model van het activiteitenverslag op. ».

**Art. 29.** In hetzelfde decreet wordt een artikel 4/1 ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 4/1. Onder het gezag van de afdelingsvoorzitters, zorgen de secretarissen inzonderheid voor :

1° het dagelijkse beheer van de afdelingen van de examencommissie;

2° het goede verloop van de inschrijvingen en de examens;

3° de vaststelling van de bevoegdheden van de adjunct-secretarissen en van de vaste leden betreffende de voorbereiding van de ondervragingen en de administratieve taken die noodzakelijk zijn voor de goede werking van de examencommissies.

De secretarissen coördineren hun werkzaamheden bij de toekenning van de taken, om een optimaal beheer van de hulpmiddelen te bereiken.

De adjunct-secretarissen staan de secretarissen voor de uitoefening van hun opdrachten bij. ».

**Art. 30.** In hetzelfde decreet, krijgt artikel 5*bis*, zoals ingevoegd bij het decreet van 13 december 2007, het nieuwe nummer « artikel 5/1 ».

**Art. 31.** In artikel 6 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in paragraaf 1, wordt 1° vervangen als volgt :

« 1° van het getuigschrift van het secundair onderwijs van de eerste graad (secundair onderwijs met volledig leerplan) bedoeld in artikel 1, § 1, eerste lid, 1°, worden de recipiendi ondervraagd over de vakken van de eerste gemeenschappelijke graad van het secundair onderwijs met volledig leerplan; »;

b) paragraaf 2 wordt vervangen door twee paragrafen, luidend als volgt :

« § 2. Vrijstellingen van ondervragingen over bepaalde vakken kunnen door de Regering worden verleend aan kandidaten waarvan de onregelmatige toestand door administratieve redenen wordt gerechtvaardigd.

§ 3. Vrijstellingen van ondervragingen over bepaalde vakken kunnen door de voorzitter van de examencommissie worden verleend :

1° aan de houders van een oriënteringsattest, getuigschrift of Belgisch diploma uitgereikt door een instelling voor voltijds onderwijs of sociale promotie aan de hand waarvan men kan aantonen dat ze met vrucht een gelijkwaardig onderricht hebben gevolgd in de bedoelde vakken;

2° aan de houders van een document dat gelijkwaardig is aan het diploma of getuigschrift van buitenlandse studies, uitgereikt in overeenstemming met de wet van 19 maart 1971 betreffende de gelijkwaardigheid van diploma's en getuigschriften voor buitenlandse studies en de desbetreffende uitvoeringsbesluiten;

3° aan de houders van een kwalificatiegetuigschrift in verband met het voorgestelde lesrooster en het voorgestelde programma. Dat kwalificatiegetuigschrift moet uitgereikt zijn in het secundair onderwijs met volledig leerplan of in het alternerend secundair onderwijs of erkend onderwijs, overeenstemmend met een kwalificatiegetuigschrift uitgereikt in het secundair onderwijs met volledig leerplan of alternerend onderwijs;

4° aan de houders van een bekwaamheidsbewijs betreffende de praktische vakken in verband met het voorgestelde lesrooster en het voorgestelde programma, uitgereikt door het « Consortium de validation des compétences » (Consortium voor de bekrachtiging van de competenties), ingesteld bij het decreet van 22 oktober 2003 houdende instemming met het samenwerkingsakkoord betreffende de bekrachtiging van de bevoegdheden op het gebied van de voortgezette beroepsopleiding, gesloten tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

5° aan de houders van een slaagattest voor een externe proef bekrachtigd door een getuigschrift, bedoeld in de artikelen 36/1 en volgende van het decreet van 2 juni 2006 betreffende de externe evaluatie van de verworven kennis van leerlingen van het leerplichtonderwijs en het getuigschrift van basisonderwijs na het lager onderwijs, dat het bewijs levert van de beheersing van de competentiesokkels bepaald bij het voormelde decreet van 19 juli 2001, met inachtneming van de bepalingen bedoeld in de artikelen 25, § 1, 3°, § 2, 1°, 26, § 1, 1°, 27, 1°, § 2, 1°, van het decreet van 30 juni 2006 betreffende de pedagogische organisatie van de eerste graad van het secundair onderwijs;

6° aan de kandidaten die uitgesteld zijn voor alle vakken of groepen van vakken waarin ze minstens 60 % van de punten hebben behaald, wanneer ze zich voor de bedoelde groepen van examens opnieuw inschrijven, op grond van hetzelfde voorgestelde programma. Die afwijkingen worden aan de kandidaten toegekend die hebben deelgenomen aan alle examens in verband met de groepen van examens.

**Art. 32.** Artikel 8 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Artikel 8. Er worden twee jaarlijkse examenzittijden georganiseerd.

De periodes voor de zittijden en de inschrijvingen voor de eerste graad en de tweede graad worden door de Regering vastgesteld. ».

**Art. 33.** In artikel 9 van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in paragraaf 1, eerste lid, worden de woorden « van de oriënteringsattesten ter bekrachtiging van de eerste graad : » vervangen door de woorden « van het getuigschrift van het secundair onderwijs van de eerste graad : »;

b) paragraaf 2 wordt vervangen als volgt :

« § 2. Tot de examens worden toegelaten met het oog op het behalen van het getuigschrift van het secundair onderwijs van de tweede graad :

1° de leerlingen die twee jaar van de eerste graad hebben gevolgd en die in hun veertienjarige leeftijd zijn;

2° iedere kandidaat die op het ogenblik van de inschrijving de volle leeftijd van veertien jaar heeft bereikt. ».

**Art. 34.** In artikel 10 van hetzelfde decreet, worden de woorden « De inschrijvingsperiodes » vervangen door de woorden « De periodes voor de inschrijvingen en de zittijden ».

**Art. 35.** In artikel 14, § 1, eerste lid, van hetzelfde decreet worden de woorden « de oriënteringsattesten bedoeld » vervangen door de woorden « het getuigschrift bedoeld ».

**Art. 36.** In artikel 16, § 2, van hetzelfde decreet, worden de woorden « of zijn afgevaardigde » ingevoegd tussen de woorden « De voorzitter » en het woord « bepaalt ».

**Art. 37.** In artikel 17, § 2, van hetzelfde decreet worden de woorden « of zijn afgevaardigde » ingevoegd tussen de woorden « De voorzitter » en het woord « bepaalt ».

**Art. 38.** In artikel 20, § 1, van hetzelfde decreet, worden de woorden « met inachtneming van het huishoudelijk reglement » ingevoegd tussen de woorden « Voor de proeven van de eerste en de tweede graad » en de woorden « opent en sluit de voorzitter de zittijden ».

**Art. 39.** Artikel 21 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Artikel 21. § 1. Het schriftelijke gedeelte van een examen vindt gelijktijdig plaats voor alle kandidaten die voor het examen zijn ingeschreven. Dit gebeurt achter gesloten deuren. De secretaris of de adjunct-secretaris of de door de voorzitter daartoe afgevaardigde leden zijn aanwezig bij de opening en de sluiting van de zittingen die gewijd zijn aan het schriftelijke gedeelte.

Gedurende het schriftelijke gedeelte staan de kandidaten onder toezicht van één of meer leden die door de voorzitter worden aangewezen.

§ 2. Het mondelinge gedeelte van de examens is openbaar. De kandidaat wordt door één of meer leden ondervraagd.

§ 3. Het praktische gedeelte van de examens vindt plaats achter gesloten deuren. De secretaris of de adjunct-secretaris of de leden die hiertoe door de voorzitter werden afgevaardigd, zijn aanwezig bij de opening en de sluiting van de zittingen besteed aan het praktische gedeelte.

Gedurende het praktische gedeelte staan de kandidaten onder toezicht van één of meer leden die door de voorzitter worden aangewezen. ».

**Art. 40.** Artikel 22 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

**Art. 41.** In artikel 23 van hetzelfde decreet, worden de woorden « van de artikelen 20 tot 22 » vervangen door de woorden « de artikelen 20 tot 21 ».

**Art. 42.** Artikel 25 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Artikel 25. § 1. Voor de eerste graad en de tweede graad beraadslaat de examencommissie op het einde van elke groep van proeven.

Als het examen over een vak uit een schriftelijke proef en uit een mondelinge proef bestaat, wordt het percentage berekend op grond van het totaal van beide proeven.

§ 2. Toegelaten wordt, de kandidaat die ten minste 50 % bij elk vak heeft behaald.

§ 3. Uitgesteld wordt, de kandidaat die niet aan alle proeven van de groep heeft deelgenomen.

§ 4. Uitgesteld wordt, op het einde van elk van de groepen van proeven :

1° de kandidaat die minstens 50 % heeft behaald van het totaal van de punten dat wordt toegekend voor het geheel van de vakken en de vakkengroep,

2° de kandidaat die minstens 40 % heeft behaald in één of verschillende vakken;

§ 5. Komt voor een bij een beraadslaging genomen beslissing in aanmerking, de kandidaat die minstens 50 % van het totaal van de punten toegekend voor het geheel van de vakken en vakkengroepen van de bedoelde groep heeft behaald en die tussen 40 % en 50 % heeft behaald in één of meer vakken of in één of meer vakkengroepen van de eerste en de tweede groep.

§ 6. De kandidaat die als toegelaten wordt verklaard op het einde van een groep van proeven krijgt een attest van gedeeltelijk slagen.

§ 7. Het uitreiken van het getuigschrift van het secundair onderwijs van de eerste graad en van het getuigschrift van het secundair onderwijs van de tweede graad wordt afhankelijk gemaakt van het slagen voor de twee groepen van proeven bedoeld in de artikelen 15 en 16 of voor de drie groepen van proeven in verband met hetzelfde programma dat in de artikelen 17 en 18 wordt voorgesteld en bedoeld.

§ 8. Overeenkomstig artikel 6, § 3, 6°, staat de examencommissie ondervragingsafwijkingen toe aan de uitgestelde kandidaat voor alle vakken of groepen van vakken waarin hij ten minste 60 % van de punten heeft behaald, wanneer hij zich opnieuw voor de betrokken groepen van proeven inschrijft, op grond van hetzelfde voorgestelde programma.

Die afwijkingen worden toegekend aan kandidaten die hebben deelgenomen aan alle examens in verband met de groepen van proeven. ».

**Art. 43.** Artikel 27 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Artikel 27. Er worden jaarlijks twee zittijden georganiseerd.

De periodes van de zittijden en de inschrijvingen voor de proeven van de derde graad van het algemeen, technisch, kunst- en beroepsonderwijs worden door de Regering vastgesteld. ».

**Art. 44.** In artikel 28 van hetzelfde decreet, wordt paragraaf 2 vervangen als volgt :

« § 2. De eerste zitting en de tweede zitting van de derde graad van het technisch, kunst- en beroepsonderwijs houden een reeks examens in voor het uitreiken van het getuigschrift van het hoger secundair onderwijs (technisch, kunst- of beroepssecundair onderwijs), bestemd voor de leerlingen bedoeld in artikel 29, § 2, 1°. ».

**Art. 45.** Artikel 29 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Artikel 29. § 1. Tot de examens worden toegelaten :

1° van reeks I van de proeven van de derde graad van het algemeen onderwijs :

1 - de leerlingen die het studiegetuigschrift van de tweede graad bezitten en die in hun zestienjarige leeftijd zijn;

2 - iedere kandidaat die bij de inschrijving voor het examen de volle leeftijd van 16 jaar heeft bereikt;

2° van reeks II van de proeven van de derde graad van het algemeen onderwijs :

1 - de houders van het enige getuigschrift voor hoger secundair onderwijs, behaald in het algemeen, technisch, kunst- of beroepsonderwijs, uiterlijk op het einde van het schooljaar 1992-1993, in een inrichting voor secundair onderwijs met volledig leerplan dat door de Franse Gemeenschap wordt georganiseerd of gesubsidieerd, of uiterlijk behaald op het einde van het burgerlijk jaar 1993 vóór de examencommissie van de Franse Gemeenschap;

2 - de houders van een bekwaamheidsbewijs waarvoor het advies of de beslissing betreffende de gelijkwaardigheid, genomen met toepassing van de wet van 19 maart 1971 betreffende de gelijkwaardigheid van de buitenlandse diploma's en studiegetuigschriften, de toegang beperkt owfel tot het hoger onderwijs van het korte type, ofwel tot bepaalde categorieën van het hoger onderwijs van het lange type, ofwel tot sommige sectoren of studiegebieden van het universitair onderwijs.

§ 2. Tot de examens van de proeven van de derde graad van het technisch, kunst- en beroepsonderwijs, eerste zitting en tweede zitting, worden toegelaten :

1° de leerlingen die het studiegetuigschrift van de tweede graad bezitten en die in hun zestienjarige leeftijd zijn;

2° iedere kandidaat die, bij de inschrijving voor het examen, de volle leeftijd van 16 jaar heeft bereikt. ».

**Art. 46.** In artikel 30 van hetzelfde decreet, worden de woorden « De inschrijvingsperiodes » vervangen door de woorden « De periodes voor de inschrijvingen en de zittijden ».

**Art. 47.** In artikel 34 van hetzelfde decreet wordt paragraaf 1 vervangen als volgt :

« § 1. Het examen voor het verkrijgen van het getuigschrift van het hoger secundair onderwijs bedoeld in artikel 1, § 1, tweede lid, 1°, bestaat uit twee groepen van proeven.

1° de eerste groep van proeven bestaat uit :

1- drie verplichte vakken : Frans, vorming wiskunde, een moderne taal I, te kiezen onder de volgende : Nederlands, Engels of Duits;

2 - twee groepen van verplichte vakken : vorming geschiedenis en aardrijkskunde en de basisvorming wetenschap (biologie, chemie en fysica);

2° de tweede groep van proeven wordt door de kandidaten bepaald. De kandidaten kiezen onder de hieronder vermelde proeven de wijze waarop ze een totaal van minstens 7 eenheden kunnen bereiken door de cijfers op te tellen die tussen haakjes vermeld staan naast elk van de opgesomde vakken :

1° Latijn : (4);

2° Grieks : (4);

3° economische wetenschappen : (4);

4° sociale wetenschappen : (4);

5° psychologie : (2);

6° aanvullende wiskundige vorming : (6) of (4);

7° moderne taal I, ter aanvulling van de proef van de eerste groep (Nederlands, Engels of Duist) : (4);

8° moderne taal II, gekozen door de kandidaten onder de volgende : Nederlands, Engels, Duits, Spaans of Italiaans : (4) of (2);

9° moderne taal III, gekozen door de kandidaten onder de volgende : Nederlands, Engels, Duits, Spaans of Italiaans : (4) of (2);

10° algemene wetenschappelijke vorming (biologie, chemie en fysica, in verhouding tot één eenheid per vak) : (3);

11° aanvulling Frans (4). »

**Art. 48.** Artikel 35 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Artikel 35.- De kandidaat kan de twee groepen van proeven in één zitting of in meerdere zittingen afleggen. ».

**Art. 49.** In artikel 37, § 2, van hetzelfde decreet, worden de woorden « of zijn afgevaardigde » ingevoegd tussen de woorden « De voorzitter » en het woord « bepaalt ».

**Art. 50.** In artikel 39, § 2, van hetzelfde decreet, worden de woorden « of zijn afgevaardigde » ingevoegd tussen de woorden « De voorzitter » en het woord « bepaalt ».

**Art. 51.** In artikel 41 van hetzelfde decreet, wordt het tweede lid vervangen als volgt :

« Voor de proeven van de algemene derde graad, moet de kandidaat geslaagd zijn voor de proeven van de eerste groep, om te kunnen deelnemen aan de proeven van de tweede groep. ».

**Art. 52.** Artikel 42 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Artikel 42. § 1. Het schriftelijke gedeelte van een examen vindt gelijktijdig plaats voor alle kandidaten die voor dat examen zijn ingeschreven. Dit gebeurt achter gesloten deuren. De secretaris of de adjunct-secretaris of de door de voorzitter aangewezen leden zijn aanwezig bij de opening en de sluiting van de zittingen die gewijd zijn aan het schriftelijke gedeelte.

Gedurende het schriftelijke gedeelte staan de kandidaten onder toezicht van één of meer leden aangewezen door de voorzitter.

§ 2. Het mondelinge gedeelte van de examens is openbaar. De kandidaat wordt door één of meer leden ondervraagd.

§ 3. Het praktische gedeelte van de examens vindt plaats achter gesloten deuren. De secretaris of de adjunct-secretaris of de leden die hiervoor door de voorzitter werden voorgedragen, zijn aanwezig bij de opening en de sluiting van de zittingen.

Gedurende het praktische gedeelte staan de kandidaten steeds onder toezicht van één of meer leden die hiervoor door de voorzitter werden voorgedragen. ».

**Art. 53.** Artikel 43 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

**Art. 54.** In artikel 44 van hetzelfde decreet, worden de woorden « artikels 41 tot 43 » vervangen door de woorden « de artikelen 41 en 42 ».

**Art. 55.** Artikel 46 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Artikel 46. § 1. Voor de examens van reeks I, beraadslaat de examencommissie bij de afloop van de proeven van elke groep.

Wanneer het examen over een vak uit een schriftelijke proef en een mondelinge proef bestaat, wordt het percentage berekend op het geheel van de proeven.

§ 2. Op het einde van elk van de groepen wordt de kandidaat toegelaten die minstens 50 % in elk van de vakken heeft behaald.

§ 3. Uitgesteld wordt, de kandidaat die niet aan alle proeven van de groep heeft deelgenomen.

§ 4. Bij afloop van elk van de groepen van proeven wordt uitgesteld :

1° de kandidaat die minstens 50 % van het totale aantal punten toegekend aan het geheel van de vakken of van de groep van vakken heeft behaald;

2° de kandidaat die minstens 40 % in één of meer vakken heeft behaald.

§ 5. Er wordt een beslissing bij beraadslaging genomen over de kandidaat die minstens 50 % van het totaal van de punten toegekend aan het geheel van de vakken en groepen van vakken van de betrokken groep heeft behaald, en die tussen 40 en 50 % in één of meer vakken of in één of meer groepen van vakken van de eerste of tweede groep heeft behaald.

§ 6. De kandidaat die als toegelaten wordt verklaard na afloop van een groep van proeven, krijgt een attest van gedeeltelijk slagen.



§ 7. Het uitreiken van het getuigschrift van het hoger secundair onderwijs hangt af van het slagen voor beide groepen van proeven.

§ 8. Overeenkomstig artikel 6, § 3, 6°, kent de examencommissie ondervragingsafwijkingen toe aan de kandidaat die wordt uitgesteld voor de vakken waarin hij minstens 60 % van de punten heeft behaald, wanneer hij zich opnieuw voor de betrokken groep van proeven inschrijft.

Die afwijkingen worden toegekend aan de kandidaten die hebben deelgenomen aan alle examens betreffende de groep van proeven. ».

**Art. 56.** Artikel 50 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

Artikel 50. § 1. Voor de examens van reeks I, beraadslaagt de examencommissie bij de afloop van de proeven van elke groep.

Wanneer het examen over een vak uit een schriftelijke proef en een mondelinge proef bestaat, wordt het percentage berekend op het geheel van de proeven.

§ 2. Op het einde van elk van de groepen wordt de kandidaat toegelaten die minstens 50 % in elk van de vakken heeft behaald.

§ 3. Uitgesteld wordt, de kandidaat die niet aan alle proeven van de groep heeft deelgenomen.

§ 4. Bij afloop van elk van de groepen van proeven wordt uitgesteld :

a) de kandidaat die minstens 50 % van het totale aantal punten toegekend aan het geheel van de vakken of van de groep van vakken heeft behaald;

b) de kandidaat die minstens 40 % in één of meer vakken heeft behaald.

§ 5. Er wordt een beslissing bij beraadslaging genomen over de kandidaat die minstens 50 % van het totaal van de punten toegekend aan het geheel van de vakken en groepen van vakken van de betrokken groep heeft behaald, en die tussen 40 en 50 % in één of meer vakken of in één of meer groepen van vakken van de eerste of tweede groep heeft behaald.

§ 6. De kandidaat die als toegelaten wordt verklaard na afloop van een groep van proeven, krijgt een attest van gedeeltelijk slagen.

§ 7. Het uitreiken van het getuigschrift van het hoger secundair onderwijs hangt af van het slagen voor de drie groepen van proeven in verband met hetzelfde voorgestelde programma.

§ 8. Overeenkomstig artikel 6, § 3, 6°, kent de examencommissie ondervragingsafwijkingen toe aan de kandidaat die wordt uitgesteld voor de vakken waarin hij minstens 60 % van de punten heeft behaald, wanneer hij zich opnieuw voor de betrokken groep van proeven inschrijft, op grond van hetzelfde voorgestelde programma.

Die afwijkingen worden toegekend aan de kandidaten die hebben deelgenomen aan alle examens betreffende de betrokken groep van proeven. ».

Een kandidaat die ondervragingsafwijkingen heeft bekomen voor de vakken van een groep van proeven op grond van een voorgesteld programma en die dezelfde groep van proeven op grond van een ander programma zou afleggen, kan de voorzitter van de examencommissie het behoud van die afwijkingen aanvragen.

Op een met redenen omklede aanvraag van de betrokken kandidaat, kan de voorzitter van de examencommissie, bij wijze van uitzonderlijke maatregel, beslissen een afwijking toe te staan waardoor de betrokkene het genot van de vrijstellingen voor de betrokken vakken zou kunnen behouden. ».

**Art. 57.** Artikel 51 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

**Art. 58.** Artikel 52 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

**HOOFDSTUK XIV. — Bepalingen houdende wijziging van het decreet van 2 juni 2006  
betreffende de externe evaluatie van de verworven kennis van leerlingen van het leerplichtonderwijs  
en het getuigschrift van basisonderwijs na het lager onderwijs**

**Art. 59.** In het decreet van 2 juni 2006 betreffende de externe evaluatie van de verworven kennis van leerlingen van het leerplichtonderwijs en het getuigschrift van basisonderwijs na het lager onderwijs, wordt het opschrift van titel III/2 vervangen door hetgeen volgt :

« TITEL III/2 - De organisatie van de gemeenschappelijke externe proeven bekrachtigd door een getuigschrift op het einde van het hoger secundair onderwijs ».

**Art. 60.** In hetzelfde decreet, wordt artikel 36/11 vervangen door hetgeen volgt :

« Artikel 36/11. § 1. Alle leerlingen ingeschreven voor het jaar van het secundair onderwijs dat bekrachtigd wordt met de uitreiking van een getuigschrift van het hoger secundair onderwijs leggen de gemeenschappelijke externe proef bekrachtigd door een getuigschrift, hierna de « externe proeven bekrachtigd door een getuigschrift », af.

Deze externe proeven bekrachtigd door een getuigschrift tellen mee bij de uitreiking van het getuigschrift hoger secundair onderwijs en hebben betrekking op de bevoegdheden en kennis die verwacht worden op het einde van de algemene en technologische humaniora of de beroeps- en technische humaniora zoals bedoeld bij de artikelen 25 en 35 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren.

De bij het vorige lid bedoelde externe proeven bekrachtigd door een getuigschrift zullen, ieder, worden geïntegreerd in de betrokken vakken in de evaluatie binnen de schoolinrichting en zullen, ieder voor de bedoelde vakken, meetellen voor en deel van de kennis en competenties bedoeld bij het vorige lid.

§ 2. Wat betreft het schooljaar 2013-2014 :

1° is de externe proef bekrachtigd door een getuigschrift voor de geschiedenis voor de doorstromingsafdeling facultatief;

2° is de externe proef bekrachtigd door een getuigschrift voor het Frans voor de doorstromingsafdeling facultatief;

3° wordt de externe proef bekrachtigd door een getuigschrift voor het Frans, als experiment, georganiseerd over meerdere competenties in de doorstromingsafdeling.

Na advies van de Sturingscommissie, bepaalt de Regering de competenties die in aanmerking komen voor de externe proeven bekrachtigd door een getuigschrift.

Iedere inrichtende macht beslist over de aanwending van deze externe proeven bekrachtigd door een getuigschrift voor elke school die hij inricht.

De inrichtende machten die de evaluatieproeven wensen te gebruiken bedoeld bij de vorige leden dienen een aanvraag in vóór 30 maart van het lopende schooljaar. De Regering bepaalt de nadere regels voor de indiening van de aanvragen.

§ 3. Vanaf het schooljaar 2014-2015 :

1° is de externe proef bekrachtigd door een getuigschrift voor de geschiedenis voor de doorstromingsafdeling verplicht;

2° is de externe proef bekrachtigd door een getuigschrift voor het Frans voor de doorstromingsafdeling verplicht en heeft ze op meerdere competenties in de doorstromings- en kwalificatieafdeling betrekking;

3° de externe proef bekrachtigd door een getuigschrift voor het Frans wordt, als experiment, georganiseerd over de competenties waarop de genoemde externe proeven bekrachtigd door een getuigschrift betrekking hebben in de wiskunde en in de wetenschappen.

Na advies van de Sturingscommissie, bepaalt de Regering de competenties die in aanmerking komen voor de externe proeven bekrachtigd door een getuigschrift.

§ 4. Voor de daarna volgende schooljaren, na advies van de Sturingscommissie, bepaalt de Regering de bijkomende vakken (het bijkomende vak) waarop, desgevallend, als experiment en verplicht, één of meerdere bijkomende externe proef(-en) bekrachtigd door een getuigschrift betrekking heeft (hebben) en, desnoods, de betrokken vormen, afdelingen en opties en de competenties waarop de genoemde bijkomende externe proeven bekrachtigd door een getuigschrift betrekking zullen hebben. ».

**Art. 61.** In hetzelfde decreet wordt een artikel 36/11/1 ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 36/11/1. § 1. De uitslagen bekomen bij de externe proeven bekrachtigd door een getuigschrift ingericht op het einde van het hoger secundair onderwijs worden door de klassenraad in aanmerking genomen, zoals bedoeld bij artikel 2, 12°, van het koninklijk besluit van 29 juni 1984 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs, wanneer hij het getuigschrift hoger secundair onderwijs uitreikt.

§ 2. Indien voor één van de externe proeven bekrachtigd door een getuigschrift bedoeld bij het vorige artikel geslaagd wordt, acht de klassenraad dat de leerling, voor het betrokken vak, de competenties beheerst bedoeld bij de externe proef bekrachtigd door een getuigschrift met inachtneming van de bepalingen bedoeld bij de artikelen 25 en 35 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren.

§ 3. De bedoelde klassenraad kan achten dat de leerling die niet voldaan heeft of die gedeeltelijk of geheel niet deel heeft kunnen nemen aan de externe proeven bekrachtigd door een getuigschrift de voor het (de) bedoelde vak(-ken) verwachte competenties heeft voor zover de afwezigheid(-heden) met redenen omkleed worden overeenkomstig artikel 32 van het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie.

Voor het betrokken vak of de betrokken vakken berust de beslissing van de klassenraad op een dossier met erin het afschrift van het schoolrapport van de twee schooljaren gevolgd op de derde graad, een omstandig verslag van de onderwijzer(s) die titularis is (zijn) van het (de) betrokken vak(-ken).

Wanneer een leerling het door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde secundair onderwijs volgt sinds minder dan twee jaar, is een afschrift van de schoolrapporten van één schooljaar voldoende.

De klassenraad kan elk ander element dat hij nodig acht in het dossier opnemen.

Het proces-verbaal van de klassenraad wordt opgeborgen in een ad hoc register en draagt de handtekening van het inrichtingshoofd en van de leden van de klassenraad. Een lijst met de resultaten van de leerlingen die de gemeenschappelijke externe proef hebben afgelegd wordt bij het proces-verbaal gevoegd.

Er wordt een eensluidend afschrift van deze lijst aan de Diensten van de Regering overgezonden binnen de vijf werkdagen na de beslissing van de klassenraad. ».

HOOFDSTUK XV. — *Bepaling houdende wijziging van het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs*

**Art. 62.** In artikel 33 van het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 1, eerste lid, wordt aangevuld met hetgeen volgt :

« Voor de berekening van de duur van de gedane stage worden enkel in aanmerking genomen de werkelijke diensten verleend gedurende de stage, met inbegrip van het jaarlijks verlof, de verloven bepaald bij de artikelen 5, 5bis en 7 van het koninklijk besluit van 15 januari 1974, alsook de verloven met als doel de adoptie en de officieuze voogdij en de moederschapsverloven respectief bedoeld bij hoofdstuk IIbis en bij hoofdstuk XIII van hetzelfde koninklijk besluit van 15 januari 1974. »;

2° in paragraaf 2, wordt het eerste lid vervangen door hetgeen volgt :

« Tussen de negende werkelijke maand en het einde van de twaalfde werkelijke maand van het eerste jaar van de stage gaat de Evaluatiecommissie bedoeld bij artikel 37 of de inrichtende macht over tot de evaluatie van de stagedoend directeur.

Bij gebrek aan een evaluatie binnen deze termijn, wordt deze gunstig geacht. Nochtans, kan de evaluatie ingericht worden als de stagedoend directeur terugkomt als deze met verlof was met als doel de adoptie en de officieuze voogdij of een moederschapsverlof. »;

3° in paragraaf 3, a), eerste lid, worden de woorden « op het einde van het tweede stagejaar » vervangen door de woorden « tussen de werkelijke negende maand en het einde van de werkelijke twaalfde maand van het tweede stagejaar »;

4° in paragraaf 3, a), wordt het eerste lid aangevuld met de volgende woorden :

« Bij gebrek aan een evaluatie binnen deze termijn, wordt deze gunstig geacht. Nochtans, kan de evaluatie ingericht worden als de stagedoend directeur terugkomt als deze met verlof was met als doel de adoptie en de officieuze voogdij of een moederschapsverlof »;

5° in paragraaf 3, a), vierde lid, worden de woorden « In dat geval heeft een tweede evaluatie plaats op het einde van die periode. » vervangen door de woorden « In dat geval heeft een derde en laatste evaluatie plaats op het einde van die periode. »;

6° in paragraaf 3, a), vijfde lid, in de Franse tekst, worden de woorden « Il est mis fin d'office au stage si le directeur obtient la mention « défavorable « à l'issue de cette dernière évaluation. » opgeheven;

7° paragraaf 3, a), wordt de Franse versie aangevuld met een zesde lid luidend als volgt :

« Il est mis fin d'office au stage si le directeur obtient la mention « défavorable « à l'issue de cette dernière évaluation. »;

8° in paragraaf 3, b), eerste lid, worden de woorden « op het einde van het tweede stagejaar » vervangen door de woorden « tussen de werkelijke negende maand en het einde van de werkelijke twaalfde maand van het tweede stagejaar »;

9° in paragraaf 3, b), wordt het eerste lid aangevuld met hetgeen volgt :

« Bij gebrek aan een evaluatie binnen deze termijn, wordt deze gunstig geacht. Nochtans, kan de evaluatie ingericht worden als de stagedoend directeur terugkomt als deze met verlof was met als doel de adoptie en de officiële voogdij of een moederschapsverlof. ».

**Art. 63.** Artikel 58 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met paragrafen 3 en 4, luidend als volgt :

« § 3. Elke inrichtende macht die de onmogelijkheid bewijst om een personeelslid tot de stage toe te laten overeenkomstig artikel 58, § 1, kan een personeelslid tot de stage toelaten dat aan de volgende voorwaarden voldoet :

1° titularis zijn sinds minstens zeven jaar in het gesubsidieerd onderwijs van één van de wervings-, selectie- of bevorderingsambt van de betrokken categorie;

2° titularis zijn, in vast verband, vóór de toelating tot de stage, van een ambt dat minstens de helft bedraagt van het aantal uren vereist om een ambt met volledige prestaties uit te oefenen in het gesubsidieerd onderwijs;

3° in vast verband één ambt of meerdere ambten uit te oefenen dat (die) toegang verleent (verlenen) tot het toe te kennen ambt van directeur en houder zijn van een bekwaamheidsbewijs, overeenkomstig artikel 102 van dit decreet;

4° vooraf de slaagattesten te hebben verkregen van minstens drie opleidingsmodules bedoeld bij de artikelen 17, § 1 en 18, § 1, van dit decreet.

In het basisonderwijs, moet de anciënniteit bedoeld bij het eerste lid, 1°, in het basisniveau verworven zijn.

§ 4. Iedere inrichtende macht die bewijst enkel over één kandidaat voor de toelating tot de stage te beschikken die aan de voorwaarden van artikel 58, § 1, voldoet, mag deze kandidaat in concurrentie stellen met andere personeelsleden die aan de voorwaarden van § 3 van dit artikel voldoen. In dat geval wordt een nieuwe oproep tot de kandidaten gedaan ter bestemming van de personeelsleden die aan de voorwaarden van § 3 van dit artikel voldoen, behoudens als genoemde personeelsleden al in aanmerking kwamen voor de oorspronkelijke oproep tot de kandidaten. ».

**Art. 64.** In artikel 59 van hetzelfde decreet, zoals gewijzigd bij het decreet van 23 januari 2009, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 2, b), worden de woorden « een in vast verband benoemd personeelslid dat onder een andere gesubsidieerde officiële inrichtende macht ressorteert » vervangen door de woorden « in het gesubsidieerd onderwijs »;

2° in paragraaf 2, b), 1°, worden de woorden « binnen die andere inrichtende macht » opgeheven;

3° er wordt een paragraaf 5bis ingevoegd, luidend als volgt :

« 5bis. Elke inrichtende macht die bewijst dat hij in de onmogelijkheid verkeert om een personeelslid tot de stage toe te laten overeenkomstig artikel 57, artikel 58, en artikel 59, § 1 tot 5, kan, met toepassing van de devolutie van de § 1 tot 5 van dit artikel, een personeelslid tot de stage toelaten dat aan de voorwaarden voldoet van deze paragrafen in het gesubsidieerd onderwijs. ».

**Art. 65.** Artikel 100 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een l), luidend als volgt :

« l) getuigschrift van bekwaamheid tot het onderwijzen van de plastische kunsten (C.A.E.A.P.). ».

**HOOFDSTUK XVI. — Bepalingen houdende wijziging van het decreet van 8 maart 2007 betreffende de algemene inspectiedienst, de dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, de cellen voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs en betreffende het statuut van de personeelsleden van de algemene inspectiedienst en van de pedagogische adviseurs**

**Art. 66.** In artikel 6, § 1, van het decreet van 8 maart 2007 betreffende de algemene inspectiedienst, de dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, de cellen voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs en betreffende het statuut van de personeelsleden van de algemene inspectiedienst en van de pedagogische adviseurs, wordt het punt 14° vervangen door hetgeen volgt :

« 14° het controleren, op eigen initiatief of in samenwerking met de Diensten van de Regering, van de inachtneming en de toepassing van de maatregelen bepaald bij artikel 100 van het decreet van 24 juli 1997; ».

**Art. 67.** In artikel 150, eerste lid, van hetzelfde decreet wordt een punt 6° ingevoegd, luidend als volgt :

« 6° de bepalingen van artikel 6bis van het voornoemde decreet van 24 juni 1996 volgens de voorwaarden bepaald in dat decreet. ».

**HOOFDSTUK XVII. — Bepalingen houdende wijziging van het decreet van 1 februari 2008 tot regeling van de organisatie en de werking van de instanties belast met de coördinatie en het beheer van de steun uit de Structuurfondsen die de Europese Unie ter beschikking stelt van het alternerend secundair onderwijs, het technisch secundair en beroepssecundair onderwijs met volledig leerplan, het gespecialiseerd secundair onderwijs, het onderwijs voor sociale promotie en het hoger onderwijs**

**Art. 68.** In artikel 3, 7°, van het decreet van 1 februari 2008 tot regeling van de organisatie en de werking van de instanties belast met de coördinatie en het beheer van de steun uit de Structuurfondsen die de Europese Unie ter beschikking stelt van het alternerend secundair onderwijs, het technisch secundair en beroepssecundair onderwijs met volledig leerplan, het gespecialiseerd secundair onderwijs, het onderwijs voor sociale promotie en het hoger onderwijs, worden de woorden « programma's voor gemeenschapsinitiatieven en de programma's voor gemeenschapsacties » vervangen door de woorden « Europese programma's ».

**Art. 69.** Artikel 5 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt :

« Wanneer een inrichting aan het mobiliteitsprogramma in het kader van het kwalificatieonderwijs wenst deel te nemen, dient ze haar aanvraag bij het Coördinatie- en beheerscentrum in. ».

**Art. 70.** In artikel 6, § 2, van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) het punt 3° wordt vervangen door hetgeen volgt :

« 3°. De inspecteur belast met de coördinatie van de inspectie van de technische cursussen en de beroepspraktijken; »;

b) artikel 6, § 2, wordt aangevuld met een punt 9° en een punt 10°, luidend als volgt :

« 9° de bestuurs- en pedagogische coördinator bedoeld bij artikel 8, § 7;

10° de opdrachthouders bedoeld bij artikel 15. »;

het lid 2 wordt opgeheven.

**Art. 71.** In artikel 7, 1°, van hetzelfde decreet, worden de woorden « het alternerend secundair onderwijs, het gespecialiseerd secundair onderwijs en het technisch secundair en beroepssecundair onderwijs met volledig leerplan te ontwikkelen en te zorgen voor de opleiding van de verschillende actoren van het alternerend secundair onderwijs, van het gespecialiseerd secundair onderwijs en van het technisch secundair en beroepssecundair onderwijs met volledig leerplan » vervangen door de woorden « het alternerend secundair onderwijs, het gespecialiseerd secundair onderwijs en het technisch secundair en beroepssecundair onderwijs met volledig leerplan te ontwikkelen, de Europese mobiliteit van de jongeren en de onderwijzers in het secundair kwalificatieonderwijs te bevorderen en te zorgen voor de opleiding van de verschillende actoren van het alternerend secundair onderwijs, van het gespecialiseerd secundair onderwijs en van het technisch secundair en beroepssecundair onderwijs met volledig leerplan ».

**Art. 72.** In artikel 8 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in paragraaf 5 wordt het eerste lid vervangen door hetgeen volgt :

« Er wordt een uitvoerend bureau opgericht, hierna « het bureau », samengesteld als volgt :

1° de adjunct-directeur-generaal van de algemene dienst van het secundair onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra;

2° de bestuurs- en pedagogisch coördinator bedoeld bij artikel 8, § 7;

3° de opdrachthouders bedoeld bij artikel 15. »;

b) in paragraaf 6 worden de woorden « de coördinator bedoeld bij paragraaf 5 » worden vervangen door de woorden « de adjunct-directeur-generaal van de algemene dienst van het secundair onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra »;

c) artikel 8 wordt aangevuld met een paragraaf 7, luidend als volgt :

« § 7. Het beheer en de administratieve en pedagogische coördinatie van de projecten worden door een coördinator waargenomen belast met het dagelijkse beheer en de uitvoering van de beslissingen van het coördinatie- en beheerscentrum alsook met de coördinatie van de werkzaamheden van de mogelijke opdrachthouders, de deskundigen en het contractuele personeel. De coördinator werkt in nauwe samenwerking met de diensten van het Algemeen bestuur Onderwijs en Wetenschappelijk onderzoek om voor de integratie te zorgen van de Europese projecten in het algemene beleid van de Franse Gemeenschap. Hij oefent zijn opdrachten uit onder de macht van de Voorzitter, of bij diens afwezigheid, de Ondervoorzitter.

De coördinator kan :

1° ofwel een contractuele ambtenaar van niveau 1 zijn die daartoe aangeworven werd door het coördinatie- en beheerscentrum. Hij heeft recht op de terugbetaling van zijn reis- en verblijfskosten volgens de voorwaarden vastgelegd in de bepalingen die van toepassing zijn op de personeelsleden van rang 12 van het Ministerie van de Franse Gemeenschap. Zijn administratieve standplaats is deze van zijn ambt;

2° ofwel daartoe aangeworven zijn door het coördinatie- en beheerscentrum onder de leden van het personeel van het door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde onderwijs. Hij wordt met verlof wegens opdracht gesteld in het belang van het onderwijs en geniet daarenboven een subsidie die gelijk is aan het verschil tussen de wedde of de subsidiewedde van de weddeschaal die overeenstemt met het ambt van directeur van een inrichting voor hoger secundair onderwijs en deze die hij in zijn ambt blijft genieten. Hij behoudt het genot van het verlof- en vakantiestelsel eigen aan zijn oorspronkelijke ambt. Nochtans, op beslissing van de voorzitter of de ondervoorzitter van het coördinatie- en beheerscentrum, kan zijn aanwezigheid vereist worden, volgens de behoeften van de dienst, gedurende de periodes van schoolverlof. Hij heeft recht op de terugbetaling van zijn reis- en verblijfskosten volgens de voorwaarden vastgesteld door de bepalingen die van toepassing zijn op de personeelsleden van het Ministerie van de Franse Gemeenschap. Daartoe wordt hij met de ambtenaren van rang 12 gelijkgesteld en is zijn administratieve standplaats deze van zijn oorspronkelijke ambt of woonplaats. ».

**Art. 73.** Artikel 9 van hetzelfde decreet wordt vervangen door hetgeen volgt :

« Artikel 9. - De globale actieprojecten en de andere projecten genieten de pedagogische expertise van de Inspecteur-generaal voor de cursussen van het technisch en beroepssecundair onderwijs. Deze pedagogische expertise bestaat, met inachtneming van het beginsel van de autonomie van de netten, in het zorgen voor de coherentie van de acties die mede gefinancierd worden door Europese fondsen met de nagestreefde pedagogische doeleinden en het betrokken publiek. Ze vindt plaats op drie ogenblikken :

1° op het begin van elke programmatieperiode, bij het opmaken door het coördinatie- en beheerscentrum van de pedagogische inhoud van de globale actieprojecten en de andere projecten;

2° in de loop van de programmatie, tijdens de vergaderingen van het coördinatie- en beheerscentrum die de erkenning van de specifieke actieprojecten tot doel hebben;

3° op het einde van elke programmatieperiode, tijdens de werkzaamheden van het coördinatie- en beheerscentrum die de evaluatie van de doeltreffendheid van de geleide acties tot doel hebben, inzonderheid wat het betrokken publiek betreft. ».

**Art. 74.** In artikel 10 van hetzelfde decreet worden de woorden « De directeur-generaal van het bestuur voor het leerplichtonderwijs wordt tot ordonnateur van de uitgaven van het coördinatie- en beheerscentrum aangesteld. » vervangen door de woorden « De directeur-generaal van het bestuur voor het leerplichtonderwijs, of diens afgevaardigde, wordt tot ordonnateur van de uitgaven van het coördinatie- en beheerscentrum aangesteld. ».

**Art. 75.** In artikel 11 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 1 wordt vervangen door hetgeen volgt :

« § 1. Wat betreft de globale actieprojecten die personeelskosten of werkingskosten veroorzaken ten laste van dan de schoolinrichtingen, geschiedt de verdeling naar rata van het aantal regelmatig ingeschreven leerlingen en dat op 15 januari van het vorige jaar gecontroleerd werd in de filières bedoeld bij genoemde projecten. »;

1° artikel 11 wordt aangevuld met een paragraaf 3, luidend als volgt :

« § 3. Wat betreft alle andere projecten geschiedt de verdeling volgens de regels bepaald door het Coördinatie- en beheerscentrum. ».

*HOOFDSTUK XVIII. — Bepalingen houdende wijziging van het decreet van 15 februari 2008 tot instelling van een Hoge Raad voor de Psycho-medisch-sociale centra*

**Art. 76.** Het opschrift van het decreet van 15 februari 2008 tot instelling van een Hoge Raad voor de Psycho-medisch-sociale centra, wordt vervangen door hetgeen volgt :

« Decreet tot instelling van een hoge raad en zoneraden van de psycho-medisch-sociale centra ».

**Art. 77.** Artikel 4 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een punt 7° en een punt 8° als volgt :

« 7° het advies van de Zoneraden aanvragen;

8° regelmatig de Zoneraden op de hoogte houden van de lopende werkzaamheden en de verleende adviezen. ».

**Art. 78.** In hetzelfde decreet wordt een hoofdstuk II/1 genoemd « Hoofdstuk II/1. - Zoneraden ».

**Art. 79.** In hoofdstuk II/1, ingevoegd bij artikel 78, wordt een artikel 14/1 ingelast, luidend als volgt :

« Artikel 14/1. - Er wordt in elke onderwijszone, zoals bepaald bij artikel 24 van het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan, een Zoneraad van de Psycho-medisch-sociale centra ingesteld, hierna « de Zoneraad » genoemd. ».

**Art. 80.** In hetzelfde hoofdstuk II/1 wordt een artikel 14/2 ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 14/2. - De Zoneraad heeft tot opdracht :

1° het stimuleren en bevorderen van de creatie van een netwerk tussen de actoren van de zone betrokken bij de werkzaamheden bepaald bij artikel 8 van het decreet van 14 juli 2006 betreffende de opdrachten, programma's en activiteitenverslag van de psycho-medisch-sociale centra;

2° het voordragen van de afgevaardigden van de Zoneraad die in de instanties zullen zetelen waarin de PMS-centra voor een vertegenwoordiging tussen de netten op het niveau van de zone en het grondgebied ervan zorgen;

3° op basis van de plaatselijke experimenten, het laten opkomen van gedeelde krachtlijnen en het ontwikkelen van gemeenschappelijke projecten in verband met de opdrachten van de PMS-centra;

4° het voorbereiden van de bijdrage van de afgevaardigden van de Zoneraad aan de werkzaamheden van de instanties bedoeld bij het punt 2°; daartoe zal hij zorgen voor de studie vanuit het standpunt van de PMS-centra van het aanbod aan opleiding van de zone;

5° het treffen van elk initiatief ertoe strekkend nieuwe dynamische trends inzake coöperatie en nieuwe acties aan te moedigen in de gebieden opgesomd bij de punten 1° en 2°;

6° het bijdragen tot de werkzaamheden van de Hoge raad van de PMS-centra en de follow-up ervan;

7° het delen van positieve ervaringen inzake praltijken tussen de PMS-centra van verscheidene netten. ».

**Art. 81.** In hetzelfde hoofdstuk II/1 wordt een artikel 14/3 ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 14/3. - § 1. De Zoneraad bestaat uit acht leden :

1° twee vertegenwoordigers van de PMS-centra ingericht door de Franse Gemeenschap, aangewezen door de Regering;

2° twee vertegenwoordigers van de gesubsidieerde officiële PMS-centra aangewezen door de Regering op de voordracht van het vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan van de inrichtende macht van het gesubsidieerd officieel onderwijs waaronder de gesubsidieerde officiële PMS-centra ressorteren;

3° vier vertegenwoordigers van de gesubsidieerde vrije PMS-centra aangewezen door de Regering op de voordracht van het vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan van de inrichtende macht van het confessioneel vrij onderwijs.

De leden van de Zoneraad worden door de Regering benoemd voor een periode van vier jaar. Dit mandaat is enkel één keer vernieuwbaar.

In het geval van het overlijden of de ontslagindiening van een lid wordt zijn vervanger door de Regering aangewezen om het mandaat te voleindigen van zijn voorganger. Elk lid dat de hoedanigheid verliest dankzij welke hij benoemd werd, wordt geacht ontslagnemend te zijn.

De Zoneraad associeert bij zijn werkzaamheden iedere persoon waarvan hij acht dat ze over een nuttige expertise beschikt om bij te dragen tot de denkwerkzaamheden en beraadslagingen en beslissingen. Het aantal deskundigen mag niet hoger liggen dan dat van de leden. De deskundigen hebben raadgevende stem.

De voorzitter van de Zoneraad informeert de vakverenigingen van de beraadslagingen en beslissingen van de Zoneraad die een invloed kunnen hebben op de betrekking of de werkvoorwaarden van de personeelsleden van de PMS-centra.

§ 2. De Zoneraad verkiest binnen zijn midden een voorzitter, een ondervoorzitter en een secretaris. De voorzitter en de ondervoorzitter oefenen hun ambten uit gedurende een periode van twee jaar. De mandaten van de voorzitter en ondervoorzitter worden alternerend uitgeoefend tijdens twee jaar respectief door een vertegenwoordiger van de officiële PMS-centra en door een vertegenwoordiger van de confessionele vrije PMS-centra.

§ 3. De voorzitter, de ondervoorzitter en het secretariaat vormen het bureau van de Zoneraad.

De Zoneraad wordt bijeengeroepen, ofwel op initiatief van de Voorzitter, ofwel op de aanvraag van minstens vier leden. De Zoneraad vergadert minimum drie maal per schooljaar.

De oproeping moet vijf werkdagen voor de vergadering toegestuurd worden, met bepaling van de agenda van de vergadering.

§ 4. De Zoneraad mag enkel geldig beraadslagen indien minstens vijf leden aanwezig zijn.

De Zoneraad verleent zijn adviezen en beslissingen door consensus. Ieder lid kan vragen dat zijn advies in het proces-verbaal van de vergadering wordt opgenomen. ».

**Art. 82.** In hetzelfde hoofdstuk II/1 wordt een artikel 14/4 ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 14/4. - De Zoneraad bepaalt zijn eigen huishoudelijk reglement binnen de twee maanden vanaf zijn inrichting. Dit reglement bepaalt inzonderheid de nadere regels voor de bijeenroeping van de vergaderingen, de communicatie onder de leden en het opstellen van de agenda.

De Zoneraad zendt zijn huishoudelijk reglement aan de Hoge raad van de PMS-centra ter informatie over. ».

**HOOFDSTUK XIX.** — *Bepalingen houdende wijziging van het decreet van 30 april 2009 betreffende de oprichting van subregionale sturingsinstanties en de toekenning van stimuli met het oog op een doeltreffender herverdeling van het aanbod van kwalificatieonderwijs om de territoriale ontwikkeling te bevorderen*

**Art. 83.** Het opschrift van het decreet van 30 april 2009 betreffende de oprichting van subregionale sturingsinstanties en de toekenning van stimuli met het oog op een doeltreffender herverdeling van het aanbod van kwalificatieonderwijs om de territoriale ontwikkeling te bevorderen, wordt vervangen door hetgeen volgt :

« Decreet van 30 april 2009 betreffende de oprichting van instanties voor de onderlinge sturing van de netten van het kwalificatieonderwijs en de toekenning van stimuli met het oog op een doeltreffender herverdeling van het aanbod van kwalificatieonderwijs om de territoriale ontwikkeling te bevorderen ».

**Art. 84.** Artikel 1 van het decreet van 30 april 2009 betreffende de oprichting van subregionale sturingsinstanties en de toekenning van stimuli met het oog op een doeltreffender herverdeling van het aanbod van kwalificatieonderwijs om de territoriale ontwikkeling te bevorderen, wordt vervangen door hetgeen volgt :

« Artikel 1. - Dit decreet is van toepassing op de inrichtingen voor gewoon secundair onderwijs met volledig leerplan en het gewoon alternerend secundair onderwijs, zoals bedoeld bij artikel 49 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, inrichtingen die opties van het technisch kwalificatie- of beroepsonderwijs, in de derde en vierde graden, georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap. ».

**Art. 85.** In artikel 2 van hetzelfde decreet wordt het punt 1° vervangen door hetgeen volgt :

« 1° : « Onderwijszone » : een zone zoals bepaald bij artikel 24 van het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan; de aldus bepaalde zone betreft de inrichtingen voor gewoon secundair onderwijs met volledig leerplan en het gewoon alternerend onderwijs ingericht overeenkomstig artikel 49 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren. ».

**Art. 86.** Artikel 3 van hetzelfde decreet wordt vervangen door hetgeen volgt :

« Artikel 3. - Dit decreet heeft tot doel, op vrijwillige basis en onder bepaalde voorwaarden, de inrichtingen of vestigingen voor gewoon secundair onderwijs met volledig leerplan en voor alternerend onderwijs die minstens een optie van het technisch kwalificatieonderwijs of beroepsonderwijs op de derde vierde graden inrichten, toe te laten stimuli te genieten, hierna bepaald, om, volgens een overleglogica binnen of tussen de netten, acties van creatie, concentratie of behoud van opties die ertoe strekken het aanbod aan onderwijs te optimaliseren inzake beschikbaarheid en kwaliteit van de openbare dienst, te ontwikkelen, in overeenstemming met de trends op het gebied van de subregionale en regionale socio-economische ontwikkeling. ».

**Art. 87.** In artikel 4, § 1, van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden « subregionale instantie voor sturing tussen de netwerken » vervangen door de woorden « instantie voor sturing tussen de netwerken van het kwalificatieonderwijs »;

2° in het tweede lid, a), worden, in de Franse tekst, de woorden « représentant de tous les réseaux d'enseignement » vervangen door de woorden « représentants de tous les réseaux d'enseignement »;

3° in paragraaf 1, vijfde lid, worden de woorden « de Zoneraad voor de afwisseling, het IFAPME-net » vervangen door de woorden « de Zoneraad voor de afwisseling, de Zoneraad voor de PMS-centra, het IFAPME-net ».

**Art. 88.** In artikel 5 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 2, eerste lid, worden de woorden « een weinig bezochte optie in verhouding met de bevolkingsminima zoals bedoeld bij » vervangen door de woorden « een weinig bezochte optie, d.w.z. waarvan de bevolking op 1 oktober van het lopend jaar niet anderhalve keer het minimum van bevolking overschrijdt zoals bedoeld bij artikel 12, § 1, van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 31 augustus 1992 tot uitvoering van het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan »;

2° in paragraaf 2, eerste lid, worden de woorden « Het aantal aanvullende lestijden toegekend voor het behoud van een optie bedraagt maximum 26 lestijden. » vervangen door de woorden « Het aantal aanvullende lestijden toegekend voor het behoud van een optie bedraagt minimum 3 lestijden en maximum 26 lestijden. »;

3° in paragraaf 3, eerste lid, in de Franse Tekst, wordt het woord « octroyés » vervangen door het woord « octroyer »;

4° in paragraaf 4, eerste lid, worden de woorden « Het aantal aanvullende lestijden toegekend voor het behoud van een optie bedraagt maximum 26 lestijden. » vervangen door de woorden « Het aantal aanvullende lestijden toegekend voor het behoud van een optie bedraagt minimum 3 lestijden en maximum 26 lestijden. »;

5° in paragraaf 4, wordt het vierde lid vervangen door hetgeen volgt :

« Deze maatregel is enkel van toepassing op maximum de eerste twee schooljaren van de oprichting van de optie. De stimuli toegekend voor de oprichting mogen niet gecumuleerd worden met enige andere stimulus toegekend in het kader van dit decreet »;

6° artikel 5 wordt aangevuld met een paragraaf 5, luidend als volgt :

« § 5. Binnen de perken die ze toegekend worden met toepassing van artikel 7/1, worden de sturingsinstanties ertoe gemachtigd ook projecten aan te vangen of eraan deel te nemen die, in verhoudingen tussen de netten, de promotie begunstigen van het technisch en beroepsonderwijs in verband met de algemene doelstellingen van het secundair onderwijs zoals verwoord in het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren. Deze projecten kunnen simultaan verwezenlijkt worden met meerdere sturingsinstanties. ».

**Art. 89.** In artikel 6 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 3, wordt het derde lid aangevuld met de volgende zin :

« De Instantie legt ook aan de instemming van de Regering de nadere regels voor voor de herverdeling van de stimuli als er gevallen zouden zijn waarin de projecten niet tot verwezenlijking zouden kunnen komen. Deze herverdeling kan enkel projecten tot creatie, behoud of concentratie van opties tot doel hebben zoals bepaald bij artikel 5, §§ 2 tot 4. De Diensten van de Regering zorgen voor de noodzakelijke herverdeling. « ;

2° er wordt een paragraaf 3/1 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 3/1. Alle beslissingen betreffende de projecten bedoeld bij artikel 5, § 5, worden door consensus van de aanwezige leden genomen. Deze projecten worden aan de voorafgaande instemming van de Diensten van de Regering onderworpen. « .

**Art. 90.** In hoofdstuk II van hetzelfde decreet wordt een artikel 7/1 ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 7/1. - In functie van de beschikbare middelen bepaalt de Regering jaarlijks de middelen die toegekend worden aan elke sturingsinstantie om, bij voorrang, de werkingskosten te dekken en, in ondergeschikte orde, de projecten te leiden bedoeld bij artikel 5, § 5. Deze middelen zullen op gelijke wijze verdeeld worden over de instanties. ».

**HOOFDSTUK XX. — Bepalingen houdende wijziging van het decreet van 18 mei 2012 betreffende de organisatie van een stelsel voor het onthaal en de scholarisatie van nieuwkomers in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs**

**Art. 91.** In artikel 4 van het decreet van 18 mei 2012 betreffende de organisatie van een stelsel voor het onthaal en de scholarisatie van nieuwkomers in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, zesde lid, worden de woorden « Als de Regering geen advies binnen dertig dagen heeft ingewonnen » vervangen door de woorden « Als de Regering geen advies binnen dertig dagen na de datum voor de indiening van de kandidaturen heeft ingewonnen »;

2° in paragraaf 2, vierde lid, worden de woorden « Als de Regering geen advies binnen dertig dagen heeft ingewonnen » vervangen door de woorden « Als de Regering geen advies binnen dertig dagen na de datum voor de indiening van de kandidaturen heeft ingewonnen ».

**Art. 92.** In artikel 6 van hetzelfde decreet wordt het derde lid vervangen door drie leden, luidend als volgt :

« Indien een inrichting de voorwaarde opgenomen in de vorige leden niet vervult, wordt het SOSN op 1 september gesloten behoudens afwijking toegekend door de Regering in functie van de uitzonderlijke aard van de werkelijkheid van het onthaal van de minderjarige nieuwkomers in het centrum. De uitzonderlijke aard wordt inzonderheid verantwoord door de afwezigheid van een andere oplossing die aan de huidige behoeften een oplossing zou bieden of om een sluiting te vermijden terwijl, de facto, de betrokken SOSN-structuur aan voorspelbare behoeften die op korte termijn werkelijkheid zullen worden, een antwoord kan bieden.

Indien een inrichting, die aan de voorwaarde opgenomen in de vorige leden voldoet, niet meer een SOSN wenst in te richten, informeert zij de Regering ervan bij een ter post aangetekende brief met ontvangstbericht ten laatste tegen 1 februari. Het SOSN van deze inrichting wordt gesloten vanaf de eerste dag van september van het daarop volgende schooljaar.

In de gevallen vermeld in de vorige twee leden wordt de bevoegde Algemene raad ervan op de hoogte gebracht. ».

**Art. 93.** In artikel 10, tweede lid, van hetzelfde decreet, wordt de zin « In het tweede jaar wordt het gemiddelde berekend op grond van de maanden gedurende welke het SOSN werd georganiseerd » opgeheven.

**Art. 94.** Artikel 11 van hetzelfde decreet wordt door hetgeen volgt vervangen :

« Artikel 11. - § 1. De inrichting voor secundair onderwijs die een SOSN inricht geniet lestijden-leraar voor het onthaal en de scholarisatie van de nieuwkomers en voor de leerlingen die de voorwaarden van artikel 2, § 2, vervullen.

Voor de eerste schooljaar tijdens welk het SOSN wordt opgericht, wordt een forfaitaire omkadering toegekend van 30 lestijden vanaf de datum van de opening wat ook het aantal nieuwkomers (leerlingen) ingeschreven voor het SOSN is.

Voor de daarop volgende schooljaren wordt een omkadering van 30 lestijden toegekend aan het SOSN, en dit vanaf 1 september.

§ 2. Vanaf het tweede jaar van inrichting van het SOSN, worden bijkomende lestijden-leraar toegekend voor de nieuwkomers (leerlingen), vanaf de dertiende leerling ingeschreven op basis van de berekening van het maandelijkse gemiddelde zoals bedoeld bij artikel 2.

Het totale aantal van de bijkomende lestijden die over de SOSN's verdeeld moeten worden alsook de berekeningswijze ervan worden door de Regering vastgelegd in functie van de beschikbare begrotingsmiddelen en van de behoeften.

§ 3. Voor de leerlingen ingeschreven in het SOSN die aan de voorwaarden voldoen van artikel 2, § 2, opgeteld op basis van de berekening van het maandelijkse gemiddelde zoals bepaald bij artikel 2, bepaalt de Regering een aantal lestijden voor de 20 eerste leerlingen en een aantal lestijden vanaf de 21e leerling.

§ 4. De overdracht van lestijden-leraar toegekend met toepassing van de paragrafen 2 en 3 wordt toegelaten tussen inrichtingen van verschillende inrichtende machten wanneer deze inrichtingen geassocieerd worden bij de inschakelingopdracht van de nieuwkomers overeenkomstig artikel 12, § 1, tweede lid. ».

## HOOFDSTUK XXI

### HOOFDSTUK 21. — *Inwerkingtreding*

**Art. 95.** Artikel 8 heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2000.

**Art. 96.** De artikelen 3, 9, 21, 25 en 26 hebben uitwerking met ingang van 1 september 2012.

**Art. 97.** De artikelen 23 en 62, 1° hebben uitwerking met ingang van 1 december 2012.

**Art. 98.** Artikel 24 en de artikelen 84 tot 90 treden in werking op 1 januari 2013.

**Art. 99.** De artikelen 27 tot 58 en artikel 94 treden in werking op 1 augustus 2013.

**Art. 100.** De artikelen 68 tot 75 treden in werking op 1 januari 2014.

**Art. 101.** Artikel 20, 5°, § 7, treedt in werking :

1° op 1 september 2013 in het gewoon en gespecialiseerd secundair onderwijs;

2° op 1 september 2015 in het gewoon en gespecialiseerd basisonderwijs.

**Art. 102.** Behoudens wat betreft de bepalingen waarvan de inwerkingtreding bij de artikelen 98 tot 101 bepaald wordt, treedt dit decreet in werking op 1 september 2013.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 17 oktober 2013.

De Minister-President van de Regering van de Franse Gemeenschap,

R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken,

J.-M. NOLLET

De Vice-President en Minister van Begroting, Financiën en Sport,

A. ANTOINE

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs,

J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Jeugd,

Mevr. E. HUYTEBROECK

De Minister van Cultuur, Audiovisuele Sector, Gezondheid en Gelijke Kansen,

Mevr. F. LAANAN

De Minister van Leerplichtonderwijs en van Onderwijs voor Sociale Promotie,

Mevr. M.-M. SCHYNS

Nota

(1) *Zitting 2012-2013.*

*Stukken van het Parlement.* — Ontwerp van decreet, nr. 523-1. — Commissieamendementen, nr. 523-2. — Verslag, nr. 523-3.

*Integraal verslag.* — Bespreking en aanneming. Vergadering van 17 juli 2013.